Le Québec bioalimentaire en un coup d'oeil

Portrait statistique

ÉDITION 2002

Québec

ÉQUIPE DE RÉALISATION

106-0 5976 /

Coordination :	Frédéric Lebel Direction des études économiques et d'appui aux filières
Collaboration :	Direction des politiques sur la gestion des risques, Direction de l'environnement et du développement durable, Direction des politiques commerciales et intergouvernementales, Direction du développement de la main-d'œuvre du bioalimentaire, Direction générale des pêches et de l'aquaculture commerciales
Révision linguistique, graphisme et édition :	Direction des communications
Mise en forme du site Web :	Antoine Biron Direction des études économiques et d'appui aux filières

Le Québec bioalimentaire en un coup d'œil - Édition 2002 peut également être consulté dans le site Internet du MAPAQ à l'adresse : http://www.agr.gouv.qc.ca.

This publication is also available in English (An Overview of the Québec Biofood Industry - 2002 Edition - ISBN 2-551-21681-8) To order a copy, please contact Distribution Univers by phone at (418) 831-7474 or 1-800-859-7474, or by fax at (418) 831-4021; code CX-142.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
4e trimestre 2002
ISBN 2-551-21680-X

TABLE DES MATIÈRES

L'activité bioalimentaire dans son ensemble	4
La présence régionale	8
Les échanges commerciaux	10
L'agriculture en bref	12
Les productions végétales	14
Les productions animales	16
Les pêches et l'aquaculture commerciales	18
La transformation bioalimentaire	20
Les magasins au détail et la restauration	22
La main-d'œuvre du bioalimentaire	24
La recherche et développement	26
L'agroenvironnement	28
Coup d'œil sur le monde	32
Liste des régions administratives	34
Pour plus d'information/Autres publications	35

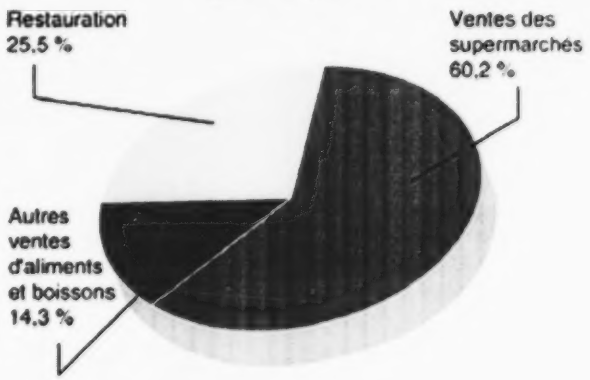
L'ACTIVITÉ BIOALIMENTAIRE DANS SON ENSEMBLE

La consommation de produits bioalimentaires du Québec entraîne un vaste ensemble d'activités de production, de transformation et de commercialisation, procurant de nombreux emplois et nécessitant d'importants investissements.

LA DEMANDE INTÉRIEURE[1]

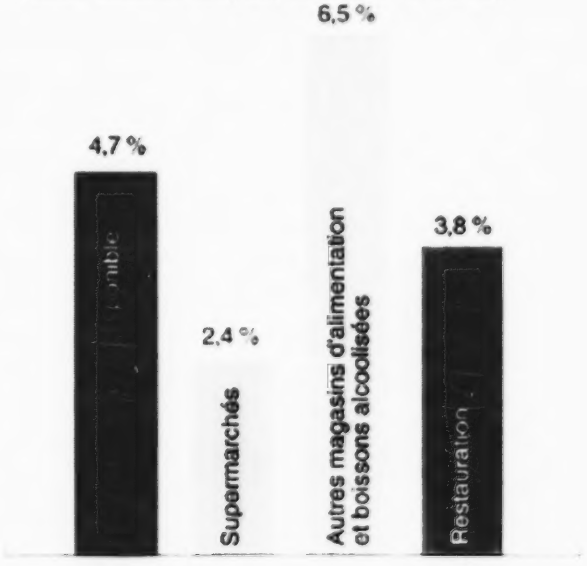
- En 2001, les Québécois consacraient 12,3 % de leur revenu personnel disponible à l'achat d'aliments et boissons en magasin et 4,2 % aux repas pris au restaurant.
- Atteignant un grand total de près de 24,2 milliards de dollars en 2001, ces dépenses alimentaires représentent environ 3 266 $ par habitant.
- Au cours de l'année 2001, les dépenses alimentaires des Québécois ont progressé dans une proportion inférieure à celle du revenu personnel disponible, soit de 3,9 % contre 4,9 %. Cette tendance est en ligne avec la croissance moyenne des cinq dernières années puisque la demande alimentaire intérieure a augmenté de 3,3 % par année, alors que le revenu personnel disponible de 4,7 % par année.
- La situation est la même dans l'évolution des prix. Entre 1997 et 2001, l'alimentation a connu une croissance générale des prix de 2,6 % en moyenne par année, soit un rythme supérieur à celui de l'ensemble des biens de consommation de 1,9%. Les prix des aliments achetés en magasin ont progressé de 2,6 % annuellement, alors que les prix au restaurant ont augmenté à un rythme de 2,5 % par année. Dans la dernière année, les aliments achetés au magasin ont connu une progression marquée de 5,7% par rapport à 2000.

RÉPARTITION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE QUÉBEC, 2001



Source : MAPAQ, Statistique Canada

PROGRESSION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE (taux annuel moyen, de 1997 à 2001)



Source : Institut de la statistique du Québec

[1] La méthode de calcul de la demande interne a été modifié par rapport aux versions précédentes, les données ne peuvent donc pas être comparées.

LA DEMANDE EXTERNE

- L'évolution de la demande alimentaire dans les autres provinces canadiennes influe également sur l'agriculture, les pêches, la transformation et le commerce de gros alimentaire québécois : en 2001, cette demande a progressé de 5,8 %, pour une augmentation moyenne de 5,3 % par année depuis 1997.
- De plus, la demande alimentaire ailleurs dans le monde constitue un fort potentiel d'activité pour l'industrie bioalimentaire québécoise. À ce titre, la valeur des exportations de produits alimentaires du Québec vers les autres pays a progressé de 14,3 % en 2001, concrétisant une augmentation annuelle moyenne de 8,3 % par année depuis 1997. Les livraisons de produits alimentaires du Québec sur les marchés d'exportation sont actuellement le moteur le plus puissant du développement de l'activité bioalimentaire québécoise.
- La forte croissance des exportations en 2001 s'explique essentiellement par la performance des produits du porc.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- L'industrie bioalimentaire, incluant le tabac, contribuait pour près de 7 % du produit intérieur brut (PIB) réel du Québec en 2001 sans le commerce de gros, et représentait plus de 21 % de celui du Canada en 2001.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DANS L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE (1)

(au prix de base, en millions de dollars de 1997)

	1998	1999	2000	2001
Agriculture et activités de soutien à l'agriculture (2)	2 308,0	2 522,2	2 336,0	2 457,0
Pêches	55,0	59,9	62,2	60,5
Transformation aliments, boissons et tabac (3)	4 740,7	4 673,3	4 761,7	4 897,9
Transformation des aliments	*3 059,3*	*3 237,8*	*3 347,4*	*3 468,6*
Boissons et tabac	*1 681,4*	*1 435,5*	*1 414,3*	*1 429,3*
Commerce de détail (e)	2 992,0	3 148,4	3 207,8	3 193,0
Restauration et débits de boisson (2)	2 877,3	2 926,2	3 039,6	3 148,2
TOTAL BIOALIMENTAIRE ET TABAC (2)	12 973,0	13 330,0	13 407,3	13 756,6
Ensemble de l'économie	180 683,7	190 742,5	200 213,3	202 627,5

Source : Statistique Canada

(e) : estimé du MAPAQ. Les données concernant le commerce de gros alimentaire ne sont pas disponibles.

(1) : Le PIB en dollars constants d'une année de référence mesure la valeur, sans double comptage, de la production réelle de biens et services dans une économie, l'effet des changements de prix et de coûts étant éliminé.

(2) : Statistique Canada a révisé en profondeur les données provinciales concernant le PIB pour la période 1998 à 2001. Il a également rendu disponible certaines données permettant d'avoir une meilleure estimation du PIB de l'industrie bioalimentaire notamment en ce qui concerne les activités de soutien à l'agriculture et les services de restauration et débits de boisson. Les données concernant l'activité de soutien à la foresterie et les services d'hébergement, anciennement inclues dans l'estimation du PIB de l'industrie bioalimentaire, valent environ 1,4 milliard de dollars.

(3) : Avec la nouvelle classification SCIAN, les données concernant la transformation des boissons ne sont plus disponibles. Seules les données de l'ensemble boisson et tabac sont disponibles.

- Au cours de la période 1997-2001, l'industrie bioalimentaire du Québec a enregistré une croissance réelle annuelle moyenne d'environ 2,4 %, un rythme légèrement inférieur à celui de l'ensemble de l'économie québécoise (3,7 %).

L'EMPLOI

- Au Québec, en 2001, près d'un emploi sur huit est généré par l'industrie bioalimentaire.

EMPLOIS
(en milliers)

	1997	1998	1999	2000	2001
Agriculture [1]	62,8	68,5	62,5	61,7	59,8
Pêches	4,3	4,1	4,0	3,9	3,9
Transformation aliments, boissons et tabac	63,6	67,5	64,9	71,2	72,1
Commerce de gros [2]	22,6	24,0	23,3	25,3	27,2
Commerce de détail	90,8	90,6	90,8	95,1	103,2
Restauration	155,1	154,4	150,5	156,7	160,4
TOTAL BIOALIMENTAIRE [3]	399,1	409,2	396,1	414,0	426,6
Ensemble de l'économie	3 195,1	3 281,6	3 357,4	3 437,7	3474,5

Sources : Statistique Canada et MAPAQ, Direction de l'analyse et des politiques (pêches)

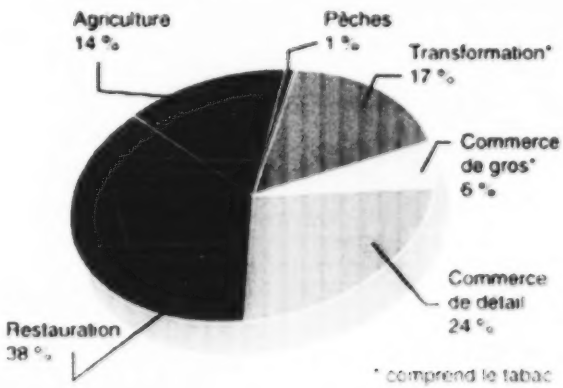
[1] : Les données sur l'emploi en agriculture comportent une marge d'erreur d'échantillonnage importante.

[2] : incluant le tabac.

[3] : Les données sont maintenant fournies selon le nouveau système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Toute comparaison avec les éditions antérieures ne peut être faite.

- Au cours de la période 1997-2001, près de 10 % des 279 417 emplois créés dans l'ensemble de l'économie québécoise proviennent de l'industrie bioalimentaire.
- Au cours de cette même période, les industries de la transformation des aliments, boissons et tabac, du commerce de gros et du détail ont pris une part significativement plus importante dans l'emploi de l'industrie bioalimentaire au Québec.
- Les industries de la restauration, du commerce de détail et de la transformation génèrent plus des trois quarts des emplois bioalimentaires du Québec.

RÉPARTITION DES EMPLOIS BIOALIMENTAIRES QUÉBEC, 2001



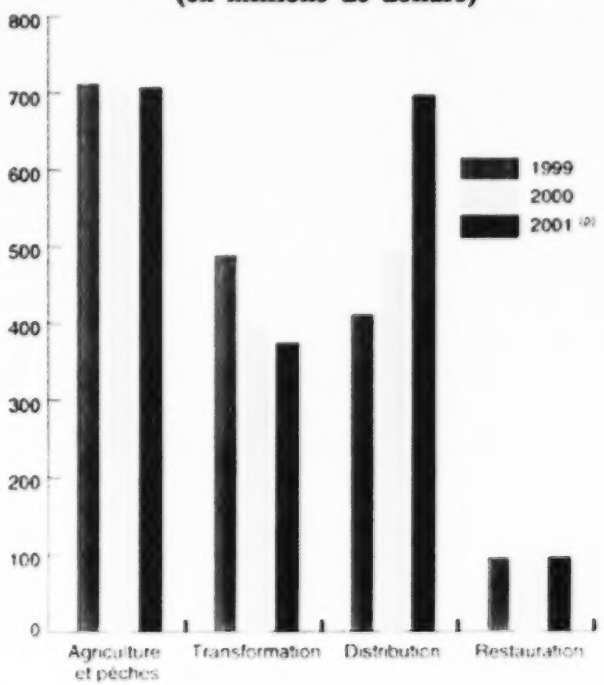
Source : Statistique Canada et MAPAQ

- Provenant d'un échantillonnage rejoignant peu d'agriculteurs, les données sur l'emploi en agriculture comportent une marge d'erreur élevée. En conséquence, l'estimation varie beaucoup d'une année à l'autre. Le nombre d'emplois en agriculture se situerait (moyenne sur 5 ans) entre 64 000 et 68 000.
- Au cours de la période 1997-2001, les secteurs de la transformation des aliments, boissons et tabac et du commerce de détail ont connu les plus fortes hausses de croissance en matière d'emploi avec 12 % de croissance pour chacun de ces deux secteurs. Dans la restauration, la progression de l'emploi se poursuit atteignant un sommet en 10 ans.

LES IMMOBILISATIONS

- Au total, les immobilisations de l'industrie bioalimentaire ont atteint plus de 1,8 milliard de dollars en 2001 et représentaient 6,8 % de l'ensemble des immobilisations non résidentielles de l'économie québécoise. Le niveau global des immobilisations de l'industrie bioalimentaire a connu une hausse de 9 % par rapport à l'année précédente.
- Au cours de la période 1999-2001, l'agriculture a accaparé 40 % du total des immobilisations de l'industrie bioalimentaire; la transformation 24 % et la distribution 30 %.
- Pour le secteur agricole, les immobilisations se situent à plus de 700 millions de dollars en 2001, un niveau comparable à celui de 2000. Du côté de la transformation alimentaire, le niveau des immobilisations a régressé de 8 % en 2001, représentant ainsi un peu plus de 360 millions de dollars.
- En 2001, les immobilisations dans le commerce de détail alimentaire au Québec ont progressé de près de 49 %, celles du commerce de gros ont augmenté plus de 14 %; tandis que celles en restauration ont légèrement diminué.
- La proportion des immobilisations de l'industrie bioalimentaire canadienne réalisée au Québec a augmenté, passant de 20 % en 1999 à 21 %, en 2001, niveau qui dépasse la moyenne des années 1997 à 1999, où ce ratio était de l'ordre de 18,5 %.
- Autre façon d'apprécier l'effort d'investissement des entreprises, notons qu'en moyenne, pour chaque dollar investi en transformation alimentaire au cours des dix dernières années, près de 15 dollars retournent en valeur ajoutée, c'est 5 dollars de plus que pour l'ensemble du secteur manufacturier.

ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS
(en millions de dollars)



Source : Statistique Canada

(p) : provisoire

LA PRÉSENCE RÉGIONALE

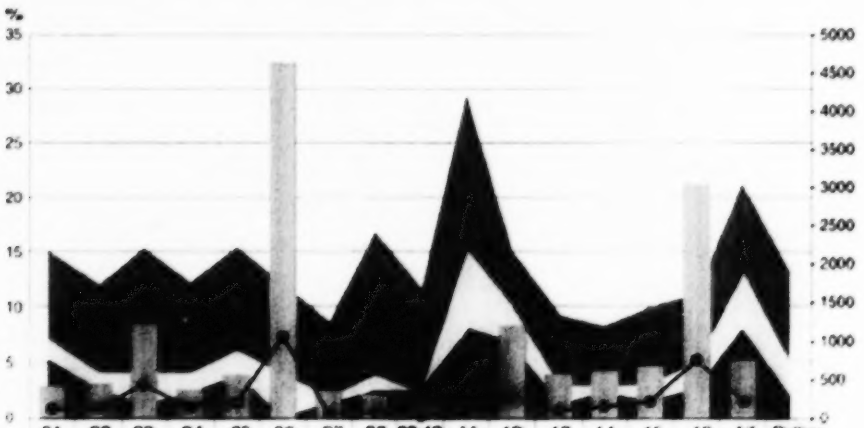
La contribution de l'industrie bioalimentaire québécoise à l'économie et au développement des régions du Québec n'est plus à démontrer. Elle joue, en effet, un rôle considérable dans la vitalité économique dans plusieurs régions du Québec, tant il est vrai que les différents maillons, de la production aux services alimentaires en passant par la transformation et la distribution de gros et de détail, se diversifient de plus en plus. Le nombre d'établissements, de toutes tailles, dans chacun des maillons, répartis sur toute l'étendue du territoire québécois traduit cette présence tous azimuts de l'industrie bioalimentaire dans les régions. Créatrices d'emplois, ces entreprises donnent plus de valeur aux produits du Québec, contribuant ainsi à la richesse collective.

PIB ET EMPLOI

L'industrie bioalimentaire québécoise est responsable de 11 à 14 % du PIB régional pour 12 des 17 régions administratives du Québec. De 0,184 milliard de $, pour les régions Côte-Nord et Nord-du-Québec, à 4,644 milliards de $ pour Montréal, le PIB de l'industrie bioalimentaire dans les régions dépassent de loin 300 millions pour 13 des 17 régions.

Elle génère également au moins 10 % de l'emploi régional pour 13 des 17 régions administratives du Québec. Ce pourcentage atteint 28 % dans la région de Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et 21 % pour le Centre-du-Québec.

CONTRIBUTION DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE RÉGIONALE, EN 2001, EN PIB, EN EMPLOIS ET EN % DE L'EMPLOI TOTAL.



	01	02	03	04	05	06	07	08	09-10	11	12	13	14	15	16	17	Québec
Commerce de détail (%)	8	8	11	8	9	8	6	13	9	14	5	6	5	7	6	8	8
Transfo et commerce de gros (%)	2	2	3	2	2	4	1	2	0.4	7	4	2	1	2	3	5	3
Agriculture et pêches (%)	5	2	1	2	4	0	1	2	2	8	6	1	2	1	2	8	2
PIB (000 000)	399	439	1200	377	552	4644	295	264	184	186	1136	555	686	673	3033	740	
Emploi total (00)	142	155	412	134	199	1029	121	115	62	98	282	149	167	245	756	201	

PRODUCTION

L'industrie agroalimentaire québécoise a généré, en 2001, des recettes provenant du marché d'un peu plus de 5 milliards de dollars, soit au moins 200 millions pour 9 des 17 régions administratives. Les régions de Montérégie et Chaudière-Appalaches ont généré respectivement 28,3 % et 17,8 % de ces recettes agricoles.

L'activité agricole est très présente dans les périphéries de Montréal et Laval ainsi que dans la vaste zone de la Plaine du Saint-Laurent et des Appalaches où l'on trouve un peu plus de 50 % des emplois agricoles et quelques 60 % des recettes agricoles provenant du marché.

TRANSFORMATION

La valeur des livraisons d'aliments et boissons dépasse 200 millions de dollars pour 12 des 17 régions. Cette industrie est surtout concentrée dans la grande région de Montréal et ses périphéries et un tout petit peu dans les régions de Québec et Chaudière-Appalaches.

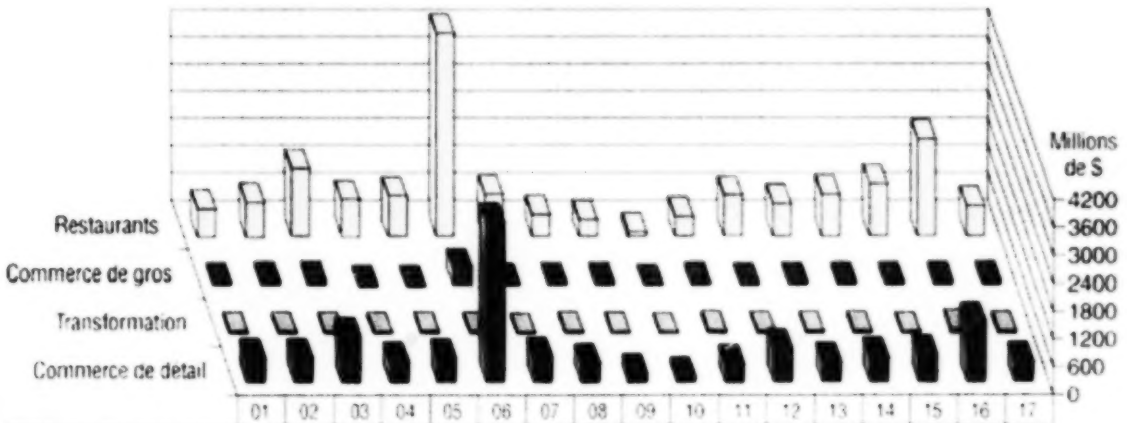
DISTRIBUTION (GROS ET DÉTAIL) ET RESTAURATION

Dans le secteur de la distribution, à l'exception des régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, chaque région compte au minimum 200 établissements de commerce de détail et 200 autres établissements de services alimentaires (restaurants). Ces établissements de détail ont généré, en 2001, des recettes de ventes d'au moins 200 millions de $ dans chacune des 17 régions administratives. D'ailleurs, pour 10 des 17 régions, ces recettes ont dépassé 600 millions de $.

Si les régions de Montréal, Québec et Montérégie comptent à elles seules 54 % de tous les établissements de services alimentaires du Québec, il n'en reste pas moins que la restauration est relativement bien répartie partout au Québec en fonction de la population et de l'activité économique.

La valeur des ventes du commerce de gros reflète presque le même schéma que la transformation des aliments à l'exception que les régions de Québec et de Laval sont beaucoup plus représentées.

LES ÉTABLISSEMENTS DANS LES SECTEURS DE LA DISTRIBUTION ET TRANSFORMATION ALIMENTAIRES PAR RÉGION, EN 2001



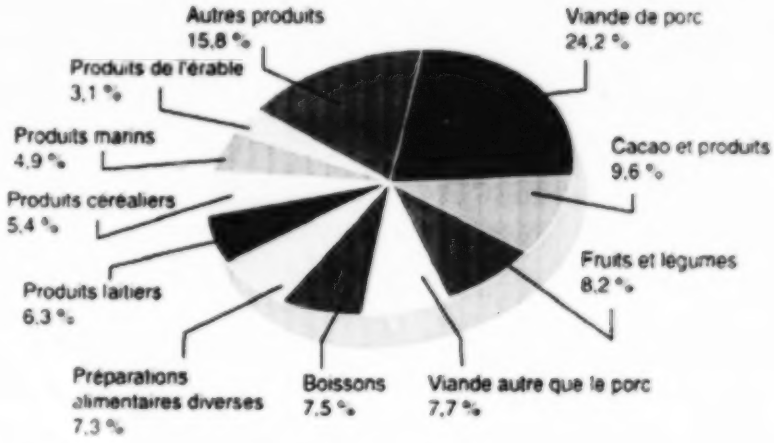
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17
Commerce de détail	344	290	584	275	336	2340	372	222	146	83	235	484	250	351	414	988	241
Transformation	29	28	63	34	48	124	13	11	9	1	30	63	34	35	52	178	48
Commerce de gros	38	33	75	20	31	253	20	12	18	1	29	41	22	14	80	127	34
Restaurants	383	452	1218	490	544	4158	620	261	192	53	224	616	434	649	912	1998	390

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

LES EXPORTATIONS

- Le Québec a vendu des produits bioalimentaires dans 154 pays.
- 87,3 % des échanges commerciaux du Québec vers d'autres destinations se font avec trois partenaires. Le principal partenaire du Québec demeure les États-Unis, avec 74,3 % des produits exportés. Suivent le Japon avec un total de 6,6 %, et, l'ensemble des pays formant l'Union européenne (UE) avec 6,4 %.
- En 2001, les principaux produits exportés par le Québec ont été, par ordre d'importance, le porc et ses produits, les dérivés du cacao (chocolat), les fruits et légumes, les boissons, les préparations alimentaires diverses, les produits laitiers et les produits céréaliers (biscuits, pâtes, etc.).

PRINCIPALES EXPORTATIONS - QUÉBEC, 2001

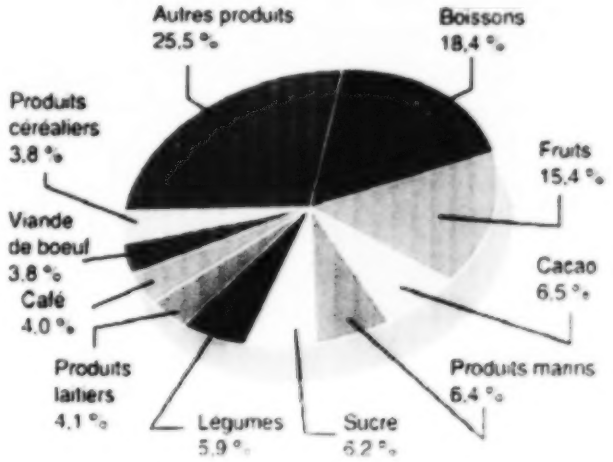


Sources : Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

LES IMPORTATIONS

- 78,1 % des produits biolimentaires importés par le Québec, selon la base douanière, provenaient de huit partenaires internationaux. Les deux plus importants sont les États-Unis (31,2 %) et l'UE (28,7 %). Les autres principaux fournisseurs sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Thaïlande, le Chili, le Brésil et l'Espagne.
- En 2001, les importations québécoises ont été principalement les boissons, les fruits, le cacao, les produits marins, le sucre et les légumes.
- 159 pays ont acheminé des produits bioalimentaires au Québec.

PRINCIPALES IMPORTATIONS - QUÉBEC, 2001

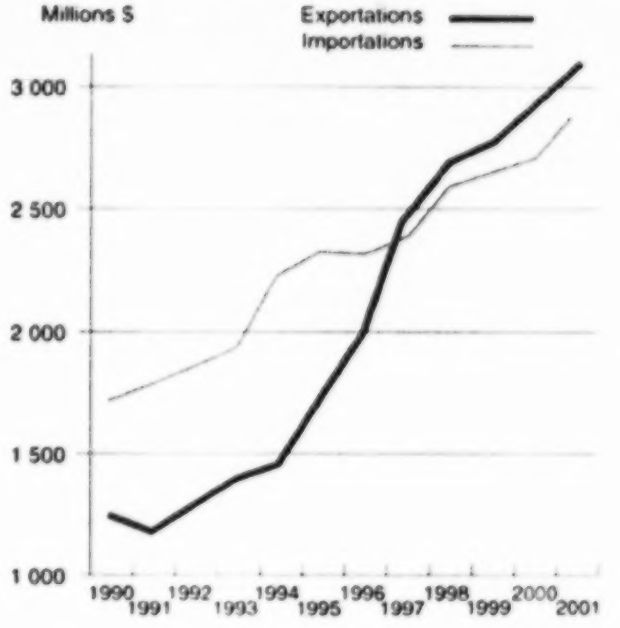


Sources : Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES

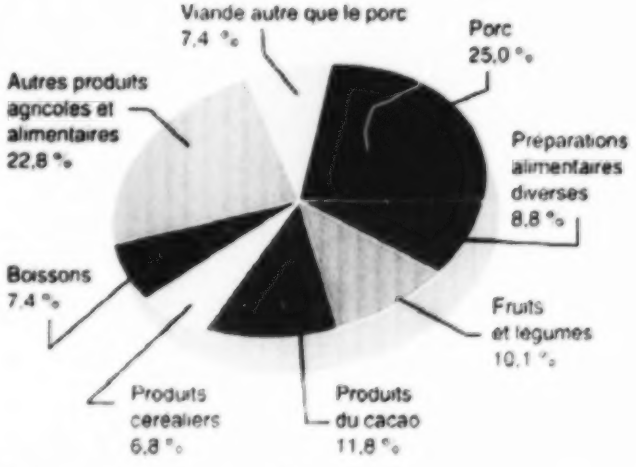
- De 1991 à 2001, la valeur des exportations québécoises s'est accrue de 186 %, atteignant 3,34 milliards de dollars.
- De 1991 à 2001, la valeur des importations québécoises a augmenté de 67 %, s'élevant à 2,92 milliards de dollars.
- Depuis 1997, la valeur des recettes à l'exportation des produits bioalimentaires enregistrées au Québec dépasse la valeur des achats de tels produits effectués par le Québec sur les marchés internationaux, c'est-à-dire les produits dédouanés au Québec.
- Au cours de la période 1991-2001, sept groupes de produits ont contribué pour près de 80 % de la progression des exportations québécoises de produits bioalimentaires, qui a été de 2,1 milliards de dollar. Les produits à base de porc, les dérivés du cacao, les fruits et légumes, les préparations alimentaires diverses, viandes autres que porc, les boissons et les produits céréaliers (biscuits, pâtes) ont particulièrement connu une forte augmentation des exportations au cours de la dernière décennie.

PROGRESSION DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS DE PRODUITS BIOALIMENTAIRES - QUÉBEC, 1991-2001



Sources : Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

RÉPARTITION DE L'AUGMENTATION ENTRE 1991 ET 2001 DES EXPORTATIONS



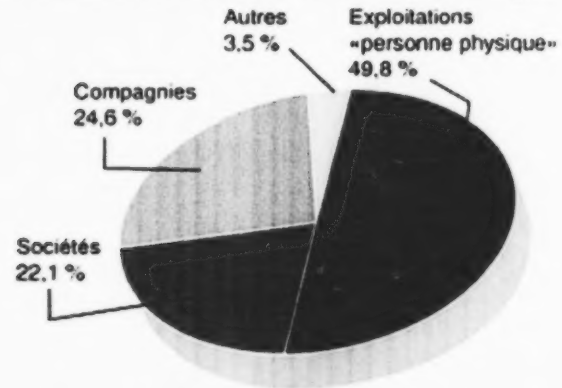
Sources : Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

L'AGRICULTURE EN BREF

- D'après le dernier recensement de Statistique Canada, le nombre d'exploitations agricoles ayant un revenu de plus de 5000 $ était, en 2001, à 29 053.

- La ferme québécoise est encore fortement une entreprise familiale et le statut de propriétaire unique domine, tout juste au-dessus de celui de structure corporative (société ou compagnie).

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES SELON LE STATUT JURIDIQUE



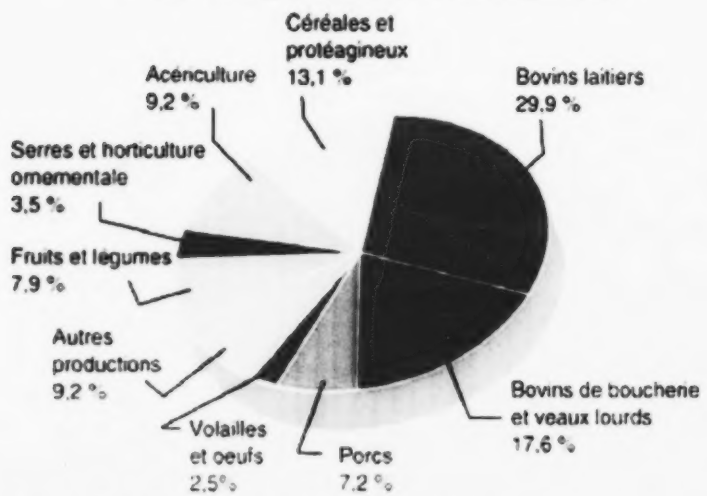
Source : MAPAQ, Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles

- Les exploitations spécialisées en productions animales comptent pour 63 % des exploitations agricoles, alors que 37 % le sont en productions végétales. Près de la moitié de toutes les entreprises sont très spécialisées, ayant une seule source de revenu.

- La proportion de femmes propriétaires de leur exploitation à part entière atteint 8,9 % des exploitations ayant un seul propriétaire, peu importe la forme juridique. De plus, les femmes sont représentées dans une proportion de 34 % au sein des sociétés, compagnies et autres structures corporatives.

- Le produit intérieur brut (au prix de base, en dollars de 1997) généré par l'agriculture s'élevait à 2,5 milliards de dollars en 2001, en hausse de plus de 5 % par rapport à l'année précédente. L'agriculture comptait, en 2001, pour 17,9 % du PIB de l'industrie bioalimentaire et du tabac.

RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES SELON LE TYPE DE SPÉCIALISATION



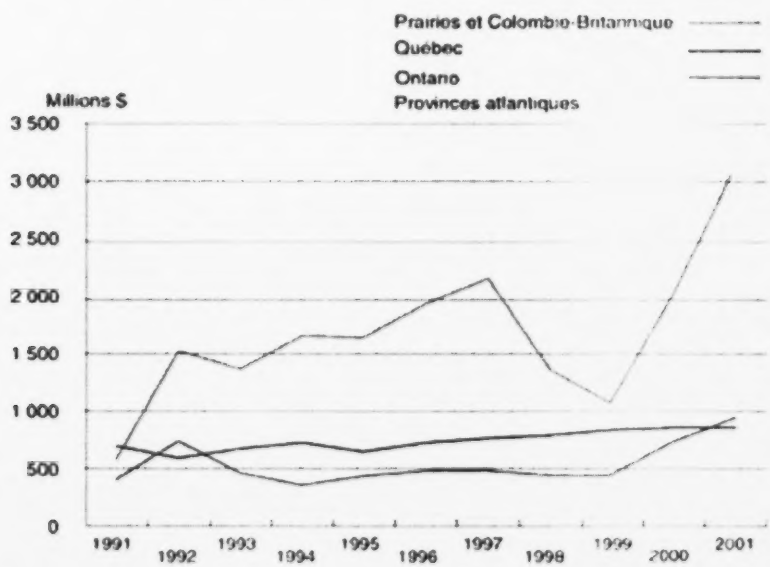
Source : MAPAQ, Fiche d'enregistrement des exploitations agricoles

- Le nombre d'emplois en agriculture se situerait entre 64 000 et 68 000; en 2001, Statistique Canada signalait une moyenne de 59 808 emplois.

- Les recettes monétaires ont continué de progresser au Québec, pour atteindre 5,7 milliards de dollars en 2001, en hausse de 5,4 %. Les recettes monétaires représentent au Québec 15,8 % des recettes canadiennes, comparativement à 16,5 % en 2000.

- À la suite de la détérioration des prix de plusieurs produits agricoles, les paiements de programmes gouvernementaux ont augmenté au Québec de 8,5 % en 2001. Ils ont atteint 608 millions de dollars, soit 16,2 % de l'ensemble canadien. À l'échelle canadienne, les paiements gouvernementaux ont fait un bond de 32,6 % à la suite des mauvaises conditions de croissance et de la faiblesse des prix des cultures.
- Les dépenses nettes d'exploitation des entreprises agricoles québécoises s'élevaient à 4,4 milliards de dollars en 2001, une augmentation de 5,1 % par rapport à celles de l'année précédente. Les dépenses canadiennes s'élèvent à 27,4 milliards de dollars en 2001, en hausse de 4,4 % par rapport à l'année précédente.
- Le revenu net réalisé par les exploitations agricoles québécoises atteignait près de 740 millions de dollars en 2001 et 745 millions en 2000. Au Canada, il a fait un bond de 66,4 %, provenant largement de la vente des stocks de céréales et oléagineux notamment en Saskatchewan, pour s'établir à 4,7 milliards de dollars.

ÉVOLUTION DU REVENU NET RÉALISÉ PAR PROVINCE, DE 1991 À 2001



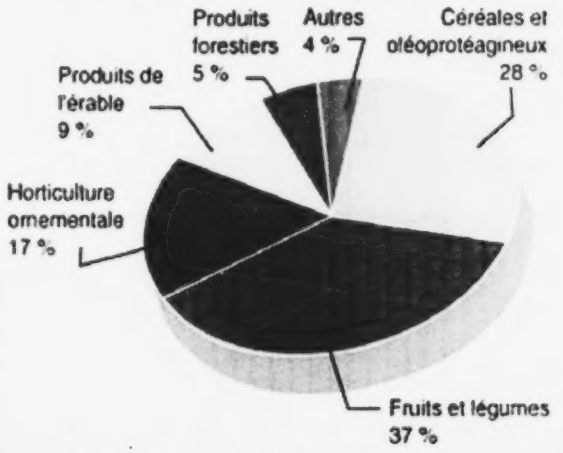
Source : Statistique Canada

- En 2001, selon Statistique Canada, le secteur de l'agriculture (excluant les pêches) a investi 690 millions de dollars, des investissements équivalents à l'année 2000.
- La valeur du capital agricole a continué de croître en 2001, pour atteindre 20,5 milliards de dollars, une progression de 5,7 % par rapport à 2000. Le capital agricole du Québec représente 10,9 % de celui de l'ensemble canadien, une proportion faible au regard de la part occupée par les recettes monétaires québécoises.
- La dette des exploitations agricoles continue de croître. Elle a augmenté de 8,5 % en 2001, pour se situer à 8,2 milliards de dollars, soit 40 % du capital agricole québécois, alors que la proportion canadienne est de 21,6 %. La dette québécoise représente 20,1 % de la dette canadienne.

LES PRODUCTIONS VÉGÉTALES

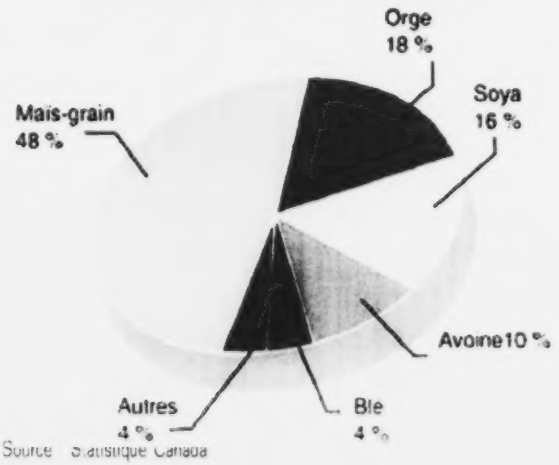
- Avec une hausse de 2,8 % en 2001, les ventes provenant des productions végétales génèrent 1,3 milliard de dollars, ce qui représente 23 % des ventes agricoles. La hausse est plus prononcée, soit 3,3 %, pour l'ensemble du Canada, celles-ci ont atteint 13,6 milliards de dollars, ce qui représente 38 % des ventes agricoles.

IMPORTANCE RELATIVE DES VENTES DES PRODUCTIONS VÉGÉTALES EN 2001



- La Montérégie est la région où l'on trouve plus de 60 % des superficies totales en maïs-grain. Le Bas-Saint-Laurent et le Saguenay — Lac-Saint-Jean cultivent près de 35 % des superficies de l'orge. Les superficies en légumes frais se situent en majorité dans les régions de la Montérégie, plus particulièrement dans la MRC des Jardins de Napierville, de Lanaudière, des Laurentides et de Laval, notamment le maïs sucré, la carotte, la laitue, le chou, les oignons secs et le brocoli. Les superficies en pommes de terre se situent en majorité dans les régions de la Capitale-Nationale, de Lanaudière et du Saguenay — Lac-Saint-Jean.
- Le secteur de l'horticulture (les fruits, les légumes, les pommes de terre et l'horticulture ornementale) sont les productions végétales qui ont généré le plus de ventes, avec près de 700 millions de dollars, soit 49,2 % de l'ensemble des ventes de produits végétaux en 2001. Ce secteur a connu une augmentation de ses ventes de 11,5 % par rapport à 2000. Les céréales et les oléoprotéagineux ont généré 360 millions de dollars de ventes en 2001, en baisse de 3,6 %, celles-ci représentant 27,5 % des ventes des productions végétales.

IMPORTANCE RELATIVE DE LA SUPERFICIE DES CÉRÉALES ET OLÉOPROTÉAGINEUX EN 2001

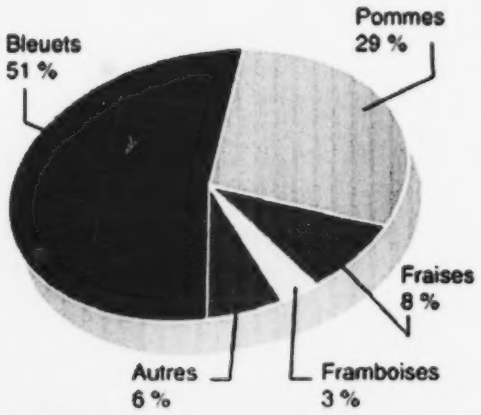


Source : Statistique Canada

- Le volume des récoltes 2001 des grandes cultures a été supérieur à l'année dernière, en raison d'un ensemencement et de rendement plus élevé sauf pour le blé qui a connu un rendement légèrement inférieur (2,4 %) à l'an passé, le canola qui a connu une baisse de ses ensemencements (5,1 %) et de son rendement (12 %). En effet les ensemencements en maïs-grain ont connu une progression de 7 %, ceux du blé, de l'orge, de l'avoine en hausse de 27,6 %, de 20 % et de 5,7 % respectivement et les céréales mélangées une hausse de 35 %.
- En 2001, les ventes d'avoine et d'orge ont fait un bond de 69,8 % et de 59,0 % respectivement, à la suite de l'augmentation du volume et du prix vendu. Les ventes de blé ont connu une forte hausse, 56,0 %, due principalement à l'augmentation du volume vendu.

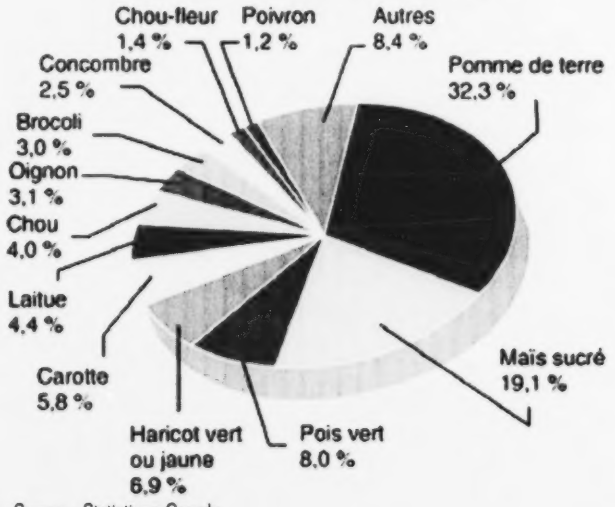
- La culture du maïs-grain, avec 223 millions de dollars, représente à elle seule 17 % des ventes de produits végétaux, une baisse de 9,6 % attribuable majoritairement à des prix de vente inférieurs. Cependant les superficies ensemencées en maïs-grain ont augmenté de 31,3 % en cinq ans.
- Les ventes de légumes ont augmenté 10,2 % en 2001, se situant à 276,6 millions de dollars. Outre la culture de la pomme de terre, les recettes de légumes sont, par ordre d'importance, la laitue, la tomate de serre, les carottes, les oignons secs, le brocoli, le chou, le maïs sucré, les concombres, le poivron et le chou-fleur. Les ventes de fruits ont connu une augmentation de 11,8 %, se situant à 102,5 millions de dollars. Cette augmentation provient en majeure partie des ventes d'autres petits fruits. En effet, les superficies en culture de la canneberge ont doublé depuis cinq ans.

IMPORTANCE RELATIVE DE LA SUPERFICIE TOTALE DE CERTAINS FRUITS EN 2001



Source : Statistique Canada

IMPORTANCE RELATIVE DE LA SUPERFICIE ENSEMENCÉE DE CERTAINS LÉGUMES EN 2001



Source : Statistique Canada

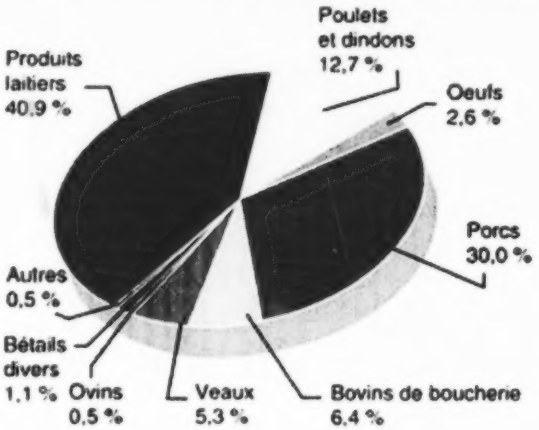
- En 2001, la valeur des exportations des fruits et légumes vendus à l'état frais et transformés, incluant les pommes de terre, s'est élevée à 305,4 millions de dollars, une augmentation de 21 % depuis l'an passé. Parmi les légumes destinés au marché frais, la laitue, le chou et la carotte se situent, dans l'ordre, aux trois premiers rangs des exportations, pour un montant de 47,5 millions de dollars. Parmi les fruits, le bleuet se situe au 1er rang, avec 35,4 millions de dollars.
- L'horticulture ornementale, les industries floricoles et les pépinières ainsi que les arbres de Noël, génèrent 226,5 millions de dollars, soit 17,3 % des ventes de produits végétaux. Les ventes de ce secteur ont augmenté de 12,2 % depuis la dernière année.
- Les ventes des produits de l'érable ont atteint 130,7 millions de dollars, en baisse de 17,6 %. La valeur des exportations de sucre et de sirop d'érable a atteint 104 millions en 2001, en augmentation de 11,2 % par rapport à 2000. Cette production est exportée à 80 % vers les États-Unis.
- Les recettes provenant des produits forestiers constituent 5,2 % des recettes de produits végétaux, et celles du tabac, 1,2 %. Il y a dix ans, les recettes du tabac se situaient à 3,4 %.

LES PRODUCTIONS ANIMALES

- En hausse de 5,8 % en 2001, les ventes provenant de productions animales ont atteint un sommet de 3,8 milliards de dollars, ce qui représente 74 % des ventes agricoles. Cette augmentation est inférieure à celle du Canada (10,9 %).

- Plus de la moitié (55 %) du cheptel de vaches laitières se situe dans les régions de la Montérégie, de Chaudière-Appalaches et du Centre-du-Québec, et près de 20 % pour l'Estrie et le Bas-Saint-Laurent. Les trois quarts des 7,1 millions de porcs abattus sont produits dans les régions de la Montérégie, de Chaudière-Appalaches et du Centre-du-Québec.

IMPORTANCE RELATIVE DES VENTES DE PRODUCTIONS ANIMALES EN 2001



Source : Statistique Canada

- Le cheptel de vaches de boucherie se situe à 46 % dans les régions de l'Outaouais, de l'Estrie, de l'Abitibi-Témiscamingue, du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine. Près de 40 % se situe dans les régions de Chaudière-Appalaches, du Centre-du-Québec et de la Montérégie. La semi-finition des bouvillons est une pratique de production importante dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, du Bas-Saint-Laurent et du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Le cheptel des ovins se trouve à 35 % dans le Bas-Saint-Laurent et dans la Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine, et à 30 % dans les régions de l'Estrie, de la Montérégie et du Centre-du-Québec.

- Les productions sous gestion de l'offre, soit le lait, la volaille et les œufs, totalisent 56 % des ventes des productions animales en 2001.

- La production laitière conserve sa première place au chapitre des ventes de productions animales avec 1,5 milliard de dollars de ventes de produits laitiers en 2001, soit 41 %. Au total, les ventes de lait ont progressé de 20 % entre 1996 et 2001, un rythme appréciable, semblable à l'ensemble des ventes de productions animales. Les exportations de produits laitiers ont connu une progression de 27 % en 2001, celles-ci représentent 6,3 % des recettes totales du Québec à l'exportation.

- Le Québec a connu une baisse de la quantité de lait produite en 2001 de 1,5 % par rapport à 2000 contrairement à l'Ontario qui a connu une augmentation de 2,3 %. Le Québec demeure la plus importante province productrice de lait au Canada avec 37 % des recettes et des livraisons canadiennes, suivi de l'Ontario avec 33 % des recettes et 33,8 % des livraisons canadiennes.

- La production avicole, avec 583,8 millions de dollars, représente 15,3 % des ventes de productions animales en 2001. La production de poulets représente 72,2 % de ces ventes, le solde provenant des ventes de dindons, ainsi que d'œufs de consommation et d'incubation. Les ventes de poulets ont augmenté de 10 % entre 2000 et 2001.

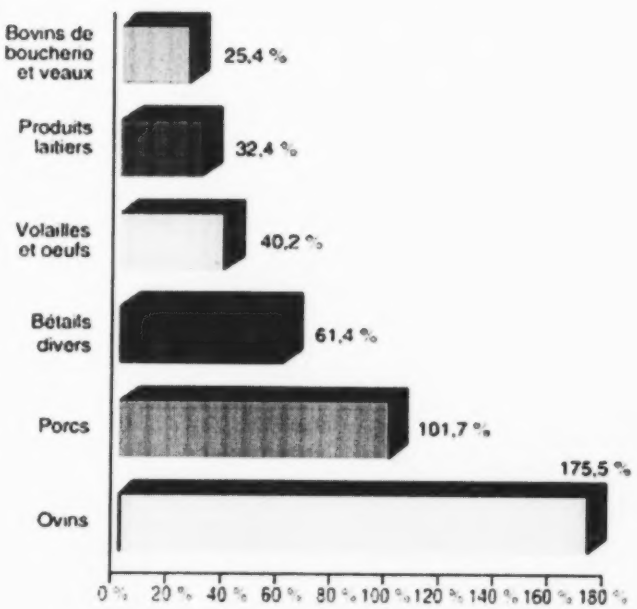
INVENTAIRE DU BÉTAIL AU 15 MAI 2001

Type de cheptel	Nombre de têtes	Type de cheptel	Nombre de têtes
Vaches laitières	407 206	Porcelets et porcs à l'engraissement	3 857 299
Génisses de remplacement, type laitier	181 716	Truies et jeunes truies saillies	401 562
Vaches de boucherie	207 852	Brebis	149 305
Génisses de remplacement, type boucherie	34 058	Agneaux pour la reproduction et le marché	99 355
Bouvillons et génisses de finition	100 928	Poules pondeuses (31 mai 2001)	4 678 000
Veaux de moins d'un an	417 402	Production annuelle de poulets et dindons en 2001	167 579 000

Source : Statistique Canada, Recensement agricole 2001

- En production porcine, les ventes ont atteint le niveau record de 1,1 milliard de dollars en 2001, en hausse de 9,8 %. La production porcine représente 30 % des ventes des productions animales.
- En 2001, la valeur des exportations de porc du Québec (frais, transformé, abats) a augmenté de 24,1 %, pour se situer à 809 millions de dollars. Ces exportations représentent 24,2 % des recettes totales du Québec à l'exportation.
- Les ventes de bovins, notamment de bœufs de boucherie (incluant la réforme des troupeaux laitiers et de boucherie), ont augmenté de 13,2 % en 2001 et se situent à 247 millions de dollars, soit 6,4 % des ventes de l'ensemble des productions animales.
- Par ailleurs, les ventes de veaux, notamment les veaux lourds de lait et de grain, ont connu une hausse de 8,7 % se situant à 220 millions de dollars. Cette production compte pour 5,3 % des ventes de l'ensemble des productions animales.
- Malgré sa faible contribution de 0,4 % aux ventes provenant des élevages, la production ovine est celle qui a connu la plus forte croissance cette année, soit une augmentation de 51 % de la valeur des ventes d'agneaux.

CROISSANCE DES VENTES DES PRINCIPALES PRODUCTIONS ANIMALES (DE 1991 À 2001)



Source : Statistique Canada

LES PÊCHES ET L'AQUACULTURE COMMERCIALES

PÊCHES COMMERCIALES, 2001
(EN RÉGIONS MARITIMES)

Emplois	
Pêcheurs et aides-pêcheurs	3 291[p]
Saisonniers en usine	4 015[p]
Entreprises de pêche actives (n[bre])	1 108[p]
Entreprises de transformation en régions maritimes (n[bre])	69 exploitants 72 établissements
Captures	
Volume ('000 tonnes)	55,0[p]
Valeur (millions $)	149,4[p]
Expéditions des usines des régions maritimes (millions $)	218,9[p]
Exportations enregistrées au Québec (millions $)	162,1
Importations dédouanées au Québec (millions $)	187,4

Sources : Pêches et Océans Canada et MAPAQ
[p] : données préliminaires

PRINCIPALES ESPÈCES MARITIMES
Volume et valeur au débarquement, 2001[p]

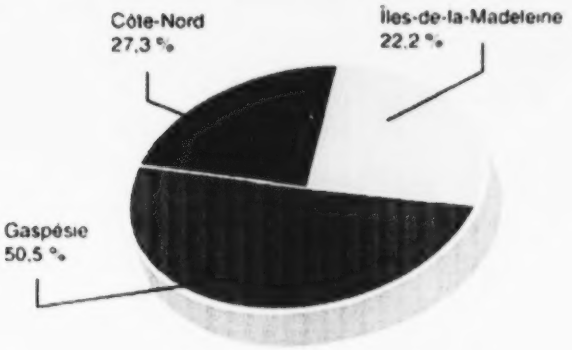
	Quantité ('000 tonnes)	Valeur (millions $)
Crabe des neiges	14,2	63,5
Homard	3,6	46,6
Crevette	12,7	16,8
Pétoncle	1,8	2,4
Flétan noir	0,9	1,7

Source : Pêches et Océans Canada
[p] données préliminaires

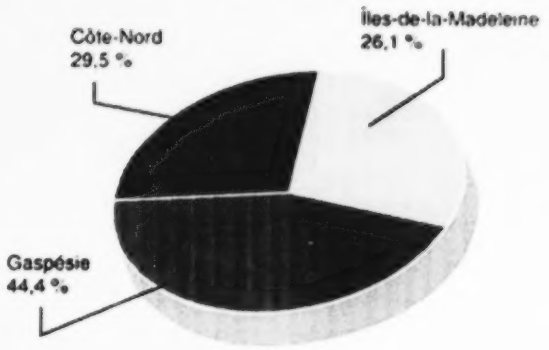
- En 2001, les captures s'élèvent à 54 957 tonnes, pour une valeur de 149,4 millions de dollars.
- La prédominance en valeur des mollusques et des crustacés se maintient depuis les moratoires de la pêche à la morue et au sébaste en 1992 et 1993. En effet, le groupe des mollusques et des crustacés représente 92 % de la valeur des débarquements en 2001, comparativement à 69 % en 1992 et 59 % en 1987.
- À eux seuls, le homard et le crabe comptent pour 74 % de la valeur totale des débarquements de 2001.
- Aux 69 entreprises de transformation de poissons en régions maritimes s'ajoutent 66 entreprises en milieu urbain.

RÉPARTITION DES CAPTURES EN TERRITOIRE MARITIME SELON LA RÉGION, 2001(P)

QUANTITÉ



VALEUR



Source : Pêches et Océans Canada ;
(p) données préliminaires

- En 2001, les exportations de produits de la pêche enregistrées au Québec étaient dirigées vers 40 pays. Plus de 91 % de la valeur est concentrée dans deux pays, soit 82 % aux États-Unis et 9 % au Japon.

- La production aquacole en eau douce et en eau salée a atteint 2 483 tonnes en 2001. Les principales espèces élevées au Québec demeurent l'omble de fontaine et la truite arc-en-ciel. Environ 1 005 tonnes servent à l'ensemencement. Le solde répond aux besoins du marché de la table. Cette production est estimée à 15,9 millions de dollars.

CAPTURES DES PRINCIPALES ESPÈCES D'EAU DOUCE, 2001(P)

	Tonnes
Barbotte	331
Anguille	175
Esturgeon jaune	120
Perchaude	112

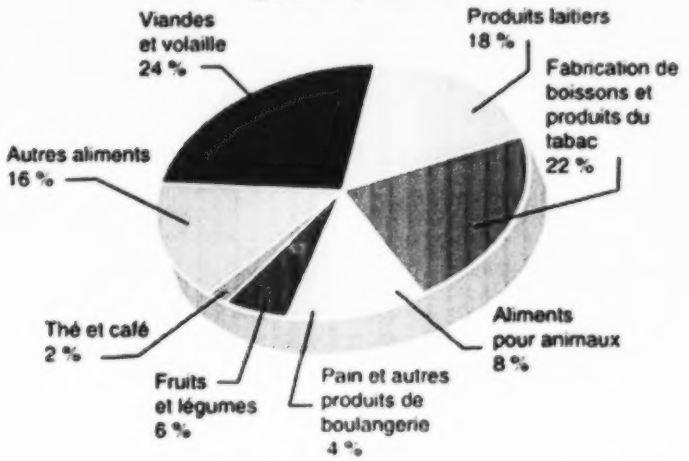
Source : MAPAQ
(p) données préliminaires

- La pêche commerciale en eau douce est pratiquée par 175 pêcheurs.

- Les quantités capturées sont minimes relativement à l'importance des plans d'eau; elles représentent près de 1 040 tonnes en 2001, pour une valeur approximative de 3,2 millions de dollars.

LA TRANSFORMATION BIOALIMENTAIRE

RÉPARTITION DE LA VALEUR DES LIVRAISONS QUÉBEC, 2001

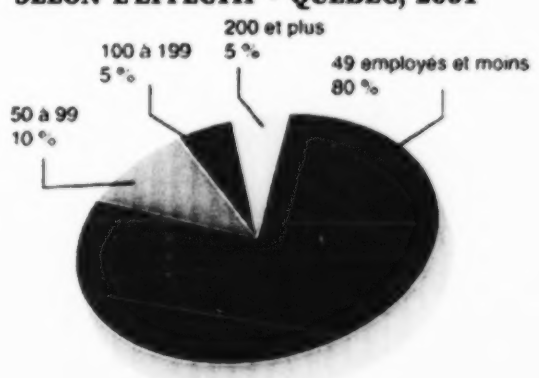


TOTAL = 17,3 milliards de dollars

Source : Statistique Canada

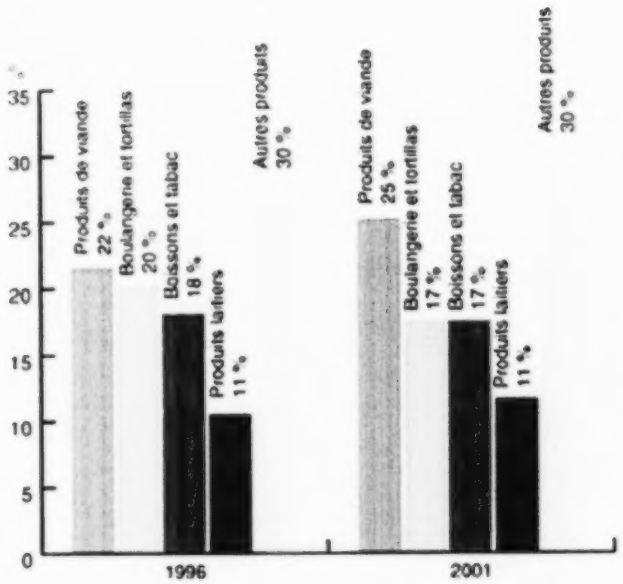
- Les données relatives à l'industrie des boissons alcooliques sont désormais confidentielles, décision de Statistique Canada. C'est pourquoi, l'analyse porte sur le regroupement de trois industries de transformation, soit les aliments, les boissons et le tabac.
- La transformation alimentaire, couramment appelée « industrie des aliments, boissons et tabac », compte au Québec environ 813 établissements industriels classés en une vingtaine de secteurs distincts. Les plus importants sont ceux de la viande, des produits laitiers, des boissons et tabac et des aliments pour animaux. Ensemble, ils se partagent plus de 70 % des livraisons totales de l'industrie.
- Certains de ces secteurs sont très fortement liés à l'agriculture du Québec, dont ils achètent et transforment l'essentiel de la production. C'est dans ce groupe que se concentrent la plupart des coopératives de producteurs agricoles. Ce complexe « agroalimentaire » se compose surtout des secteurs des viandes, des fruits et légumes, des produits laitiers et de l'alimentation animale, et représente, en moyenne, la moitié des emplois de l'industrie.
- Pour leur part, les autres secteurs de la transformation alimentaire ont peu de relations d'affaires avec la production agricole du Québec, leurs principaux intrants étant importés d'autres provinces ou pays, ou étant des produits non agricoles (eau, produits marins, etc.).
- Les PME occupent une place importante dans cette industrie : près de 90 % des établissements de transformation bioalimentaire comptent moins de 100 employés et environ les trois quarts en comptent moins de 50. À l'inverse, les établissements de 100 employés et plus accaparent la très grande majorité des emplois et livraisons de l'ensemble de l'industrie.

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS SELON L'EFFECTIF - QUÉBEC, 2001



Source : Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)

EMPLOI PAR SOUS-SECTEUR
(en pourcentage)



1996 TOTAL = 61 191 emplois
2001 TOTAL = 72 112 emplois

Source : Statistique Canada

- La transformation alimentaire demeure dans les premiers rangs des industries manufacturières du Québec sur le plan des emplois et des livraisons. C'est encore plus vrai depuis que Statistique Canada y agrège les emplois en transformation du tabac. Ainsi, avec un nouveau total de quelque 72 100 emplois en 2001, elle se classe loin devant les industries des produits chimiques, du matériel de transport, du papier, des produits électriques et électroniques.

- Ces dernières années, l'industrie des aliments et boissons a enregistré une croissance favorable et a contribué à l'effort de création d'emplois au Québec. En fait, le nombre total d'emplois de l'industrie (y compris le tabac) a progressé de près de 18 % depuis cinq ans, tandis que ses livraisons connaissaient également une bonne croissance réelle de 13 % durant la même période.

- En 2001, la valeur des exportations internationales de produits alimentaires transformés au Québec s'est chiffrée à près de 2,9 milliards de dollars, en hausse de 16 % par rapport à 2000. Depuis cinq ans, ces exportations ont progressé en moyenne de 10 % par année : ces ventes internationales expliquent près de 36 % de la croissance des livraisons de l'industrie au cours de cette période. C'est maintenant près de 17 % de ces livraisons qui se font sur les marchés internationaux comparativement à 12,5 % il y a cinq ans.

- La transformation alimentaire québécoise affiche une bonne performance à l'échelle canadienne, en particulier sur le plan de l'emploi. Ainsi, le Québec compte maintenant 26 % des emplois de l'industrie des aliments, des boissons et tabac du Canada comparativement à plus de 24 % il y a cinq ans.

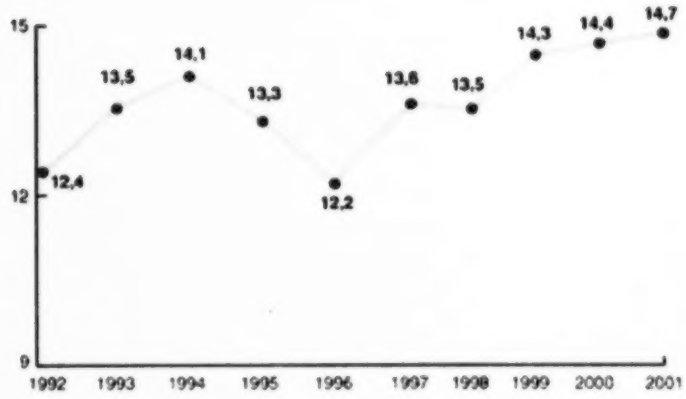
- Enfin, les immobilisations en transformation d'aliments (excluant le tabac et les boissons) ont connu un ralentissement en 2001 avec des niveaux d'environ 80 millions de dollars inférieurs à la moyenne des cinq dernières années, soit 295 millions de dollars. Pour la période 1998-2001, la transformation d'aliments a effectué en moyenne des dépenses de capital de 5 800 $ par année pour chacun des emplois occupés dans l'industrie.

LES MAGASINS AU DÉTAIL ET LA RESTAURATION

NOMBRE DE MAGASINS D'ALIMENTATION QUÉBEC

Source : Canadian Grocer

VENTES AU DÉTAIL DES MAGASINS D'ALIMENTATION, QUÉBEC (en milliards de dollars)

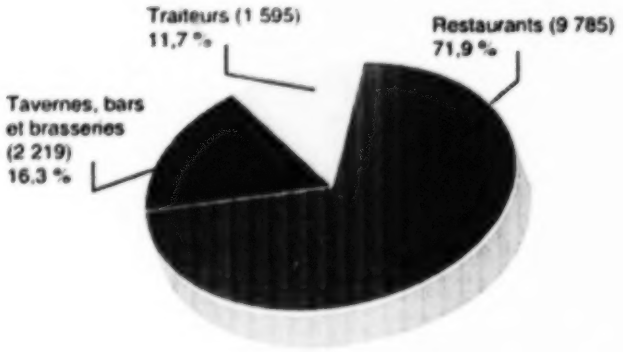


Source : Canadian Grocer

- En 2001, les ventes au détail des magasins d'alimentation (supermarchés et dépanneurs) du Québec s'élevaient à près de 14,7 milliards de dollars et se répartissaient entre 7 928 établissements.
- Le marché de l'alimentation au détail du Québec est, après l'Ontario, le deuxième en importance au Canada. En effet, en 2001, 24,9% des ventes au détail étaient effectuées en territoire québécois, contre 31 % dans la province voisine.
- Les magasins d'alimentation spécialisés (ex. : fruiteries, boulangeries) et surtout les magasins de marchandises diverses (pharmacies, clubs-entrepôts, magasins de rabais...) accaparent une part de marché des produits d'épicerie de plus en plus grande. En effet, ces magasins détenaient, au début des années 90, une part de marché qui se situait entre 10 % et 15 %. Aujourd'hui, cette part équivaut à 23,2 %.
- En fait, après une hausse de 17 % entre 1991 et 1994, les ventes des magasins d'alimentation ont régressé et sont revenues, en 1996, au niveau de 1991. Après une reprise de 11 % en 1997, elles sont demeurées relativement stables en 1998, avant de connaître une nouvelle progression de 6,2 % en 1999. En 2000 et 2001, elles ont replafonné, les ventes s'accroissant respectivement de 0,8 % et 2,0 %.
- Le commerce de détail fournissait de l'emploi à 103 200 personnes au Québec en 2001, soit 8,4 % de plus qu'en 2000.

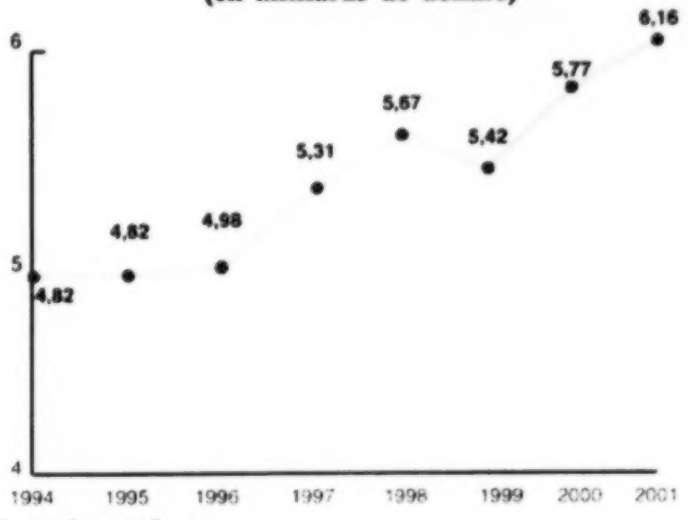
- C'est au Québec qu'on trouve le plus grand nombre de magasins d'alimentation au détail au Canada, soit 32,8 % de l'ensemble.
- Au Québec, la distribution alimentaire se fait surtout (à 66,2 %) par l'intermédiaire de détaillants indépendants plutôt que par des magasins corporatifs, ce qui n'est pas le cas dans le reste du Canada (42,2 %).
- Les changements dans les heures d'ouverture survenus au cours des dernières années et l'accroissement du nombre de magasins à grande surface ont eu raison de plusieurs détaillants. Leur nombre a diminué de 16 % depuis cinq ans.
- Les recettes de restauration s'élevaient à 6,2 milliards de dollars en 2001, en hausse de 6,8 % par rapport à 2000. Cette excellente performance est vraisemblablement attribuable à l'amélioration de la capacité de dépenser des consommateurs. En 2001, les ventes totales enregistrées par les restaurants avec services complets ont surpassé d'environ 10 % les recettes enregistrées l'année précédente. La situation a été aussi bonne du côté des restaurants avec service restreint avec une progression de 7,2 % par rapport à l'année 2000.
- En 2001, les recettes de restauration se répartissaient entre les restaurants à service complet (48,6 %), les restaurants à service restreint (36,1%), les traiteurs, incluant les traiteurs contractuels et les traiteurs sociaux (8,2 %) et les tavernes, bars et brasseries (7,1 %).
- Quant au nombre d'établissements, il a baissé de 1,2 % par comparaison avec l'année précédente. Il y avait 13 763 établissements en 2000 et on en compte aujourd'hui 13 599. Cela représente 24,32 % du nombre d'établissements de restauration au Canada en 2001. Ces établissements ne comprennent pas les établissements où la restauration n'est pas l'activité principale (ex. : restaurants d'hôtels).

RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS DE RESTAURATION, 2001



Source : Statistique Canada

RECETTES DE RESTAURATION, QUÉBEC (en milliards de dollars)



Source : Statistique Canada

LA MAIN-D'ŒUVRE DU BIOALIMENTAIRE

- La main-d'œuvre agricole (temps plein ou partiel, saisonnière) comptait près de 121 000 personnes en 1999, dont 71 271 en main-d'œuvre familiale et 49 445 en main-d'œuvre embauchée. La main-d'œuvre familiale se répartissait en 68 % d'hommes et 32 % de femmes. Par ailleurs, 79 % de la main-d'œuvre embauchée était saisonnière et comprenait 33 % de femmes. Les entreprises laitières et horticoles regroupent respectivement 30 % et 28 % de la main-d'œuvre totale, celles de la production de bovins de boucherie et des céréales, 11 % et 9 %.
- La main-d'œuvre québécoise en transformation et distribution alimentaires totalisait plus de 180 000 personnes en 1996. Les caractéristiques de la main-d'œuvre de la transformation et du commerce de gros sont semblables : 88 % de la main-d'œuvre travaille à temps plein, entre 59 % et 62 % des travailleurs sont âgés entre 25 ans et 44 ans et environ 30 % sont des femmes, alors que proportionnellement, plus de femmes (50 %), de jeunes (36 %) et de travailleurs à temps partiel (40 %) distinguent le commerce de détail.
- À partir des données de la fiche d'enregistrement des exploitations agricoles complétée par le MAPAQ en 2000, 884 entreprises n'ont aucune relève identifiée, 323 disent ne pas savoir si elles en auront une et 2 231 ont identifié 2 780 personnes comme relève. De ce nombre, 350 (13 %) sont des femmes.
- À la Conférence sur l'agriculture et l'agroalimentaire québécois tenue à Saint-Hyacinthe en 1998, on a constaté que le Québec accusait un important retard sur la base de la scolarité de ses agriculteurs et de ses agricultrices par comparaison avec les autres régions canadiennes. En 1991, 17 % de nos agriculteurs et agricultrices détenaient le niveau de scolarité préconisé, soit le diplôme d'études collégiales; en 1996, la proportion avait augmenté à 22 %. Pour se situer parmi les trois premières régions canadiennes, les décideurs ont fixé à 40 % la cible à atteindre d'ici 2005.
- En considérant la scolarité des 2 780 personnes identifiées comme relève par les entreprises agricoles, 46 % (1 285) ont complété ou poursuivent des études collégiales ou universitaires. Cette proportion s'établissait à 34 % en 1995 et à 38 % en 1997. Quant à la formation spécialisée en agriculture de la relève (DEP, DEC, AEC, BAC), elle continue de progresser à un rythme soutenu : 1 438 personnes (52 %) l'ont complétée ou étaient en voie de le faire.
- En ce qui a trait à la disponibilité de personnes diplômées, on constate, en comparant les données de 2001 à celles de 1998 (tableau suivant), qu'il y a une augmentation des diplômés, notamment au niveau de la formation technique qui est le niveau souhaitable pour les propriétaires exploitants. Néanmoins, si on compare ces mêmes données à celles de 2000, on constate une diminution de 23 % des diplômés des programmes de formation professionnelle agricole.

PRODUCTION AGRICOLE - ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DIPLÔMÉS DE 1998 À 2001

	Diplômés (Relance 1998)	Diplômés (Relance 2000)	Diplômés (Relance 2001)	Taux de variation (1998-2001)
Formation professionnelle (DEP)				
spécifique	567	908	697	22,9 % de +
non spécifique	-	-	-	-
Formation technique (DEC)				
spécifique	200	144	207	3,5 % de +
non spécifique	209	311	284	35,9 % de +

Source : Relances, Direction de la recherche et de l'évaluation, Ministère de l'Éducation du Québec

- Le nombre de personnes diplômées susceptibles d'être intéressées par le domaine de la transformation alimentaire a augmenté de 1998 à 2001, notamment au niveau de la formation technique et plus particulièrement dans le seul programme spécifique au domaine. Cette augmentation de diplômés du programme *Technologie de transformation des aliments* devrait se poursuivre avec l'ajout en 2002 de deux nouveaux points de services, soit l'ITA de La Pocatière et le Cégep régional de Lanaudière à Joliette.

TRANSFORMATION ALIMENTAIRE - ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DIPLÔMÉS DE 1998 À 2001

	Diplômés (Relance 1998)	Diplômés (Relance 2000)	Diplômés (Relance 2001)	Taux de variation (1998-2001)
Industrie des aliments et boissons (transformation)				
Formation professionnelle (DEP)				
spécifique	1 755	2 137	1 698	3,2 % de +
non spécifique	3 492	3 748	3 690	5,6 % de +
Formation technique (DEC)				
spécifique	31	32	46	48,3 % de +
non spécifique	2 794	3 704	4 024	44,0 % de +

Source: Ministère de l'Éducation du Québec, Direction de la recherche et de l'évaluation, Relances 1998, 1999, 2000.

- En distribution alimentaire, bien que le nombre de personnes diplômées ait augmenté de 1998 à 2001, il faut déplorer, au cours de la dernière année de référence, une diminution d'au moins 20 % des diplômés des programmes de formation professionnelle spécifiques alors que les besoins en main-d'œuvre spécialisée persistent dans le commerce de détail notamment pour les fonctions de bouchers, de boulangers et de poissonniers. Quant à la relève des gestionnaires qui demeure une question préoccupante pour l'industrie, l'implantation récente du nouveau programme Gestion commerciale (DEC) devrait favoriser une amélioration de la situation dans la mesure où l'industrie fera des efforts pour attirer cette nouvelle main-d'œuvre.
- Dans le commerce de gros, le remplacement de l'effectif vieillissant en représentation commerciale est une préoccupation importante de même que le perfectionnement du personnel d'entrepôt et de transport qui est peu scolarisé et pour qui, de nouvelles compétences sont nécessaires en raison de l'introduction de nouveaux modes de gestion ou de l'utilisation de nouvelles technologies.

DISTRIBUTION ALIMENTAIRE - ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DIPLÔMÉS DE 1998 À 2001

	Diplômés (Relance 1998)	Diplômés (Relance 2000)	Diplômés (Relance 2001)	Taux de variation (1998-2001)
Commerce en alimentation (distribution)				
Formation professionnelle (DEP)				
spécifique	1 968	2 378	1 883	4,3 % de -
non spécifique	2 470	2 483	2 580	4,5 % de +
Formation technique (DEC)				
spécifique	-	-	-	-
non spécifique	1 934	2 573	2 932	51,6 %

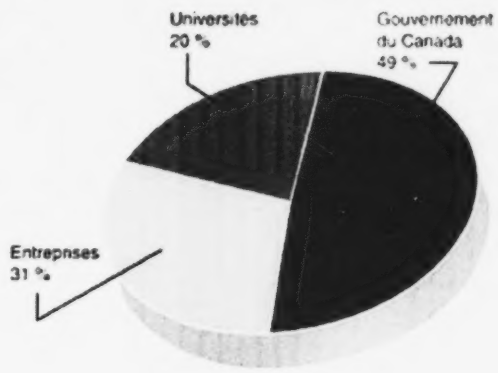
Source: Ministère de l'Éducation du Québec, Direction de la recherche et de l'évaluation, Relances 1998, 1999, 2000.

- En 1996, le gouvernement du Québec instaurait la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre* obligeant les entreprises à consacrer annuellement un montant représentant au moins 1 % de leur masse salariale à des dépenses de formation. En 1999, les entreprises agricoles (252) ont investi 1,45 % de leur masse salariale alors que les entreprises de la transformation et de la distribution alimentaires (3831) y ont consacré 1,28 %. Bien qu'elles remplissent leur obligation, l'investissement des entreprises bioalimentaires est en deçà des sommes allouées par l'ensemble des entreprises québécoises qui ont investi, pour la même année, 1,56 % de leur masse salariale aux fins de la formation de leur main-d'œuvre.

LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

- En 2000-2001, les dépenses de R-D agroalimentaire au Québec étaient estimées à 152,4 millions de dollars, en augmentation de 4,5 % comparativement à 1999-2000, excluant les fonds généraux des universités.
- Pour leur part, les gouvernements ont financé 90,4 millions de dollars dont 68,8 millions proviennent du gouvernement fédéral et le financement pour le secteur privé (entreprises et OSBL) est de 63 millions de dollars. Par rapport aux dépenses totales de R-D agroalimentaire, la proportion des dépenses des gouvernements représente 58,9 %, alors que celle des entreprises est de 41,1 %.

PART DE LA RÉALISATION DE LA R-D BIOALIMENTAIRE QUÉBEC, 1999-2000



Source : MAPAQ

LA R-D DANS LES UNIVERSITÉS

- En 2000-2001, les dépenses totales de R-D agroalimentaires provenant des facultés d'agriculture et de médecine vétérinaire des universités au Québec sont estimées à 28 millions de dollars[1]. Alors que les dépenses totales des universités au Canada sont en hausse (+ 9,3 millions de dollars) par rapport à l'année 1999-2000, celles du Québec et des provinces de l'Ouest diminuent respectivement de –7 % et –1%, tandis que celles de l'Ontario et des provinces maritimes augmentent de 21 % et 53 %.

LA R-D RÉALISÉE EN ENTREPRISE

- En 2000-2001, les dépenses intra-muros en R-D agroalimentaire des entreprises au Québec sont estimées à 43,3 millions de dollars, pratiquement au même niveau qu'en 1999-2000, alors que l'Ontario et le Canada enregistrent respectivement 68,3 millions et 148,5 millions. Ce sont les industries du secteur de la transformation qui ont consacré le plus gros montant à la R-D. En effet, ces dépenses représentent 78 % de dépenses de l'ensemble de l'industrie agroalimentaire au Québec.

[1] Données provenant de la Conférence des doyens

- Pour l'année 2000, 210 entreprises agroalimentaires ont réclamé un remboursement de crédit d'impôt à la R-D au gouvernement du Québec. De ce nombre, on compte 119 entreprises agricoles dont 90,8 % de PME et 91 transformateurs dont 73,6 % de PME. Les remboursements de crédits d'impôt ont atteint 7,6 M $. Ce montant représente 2,2 % des crédits accordés pour l'ensemble de l'économie québécoise.

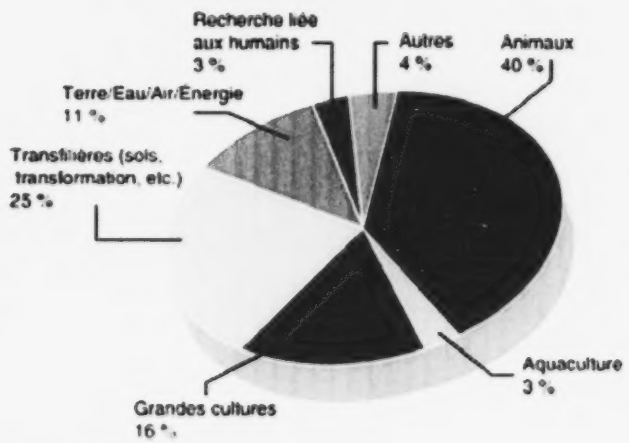
PART DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

- En 2000-2001, les dépenses de financement de la R-D en agroalimentaire par le gouvernement du Québec sont estimées à 20,6 millions (+ 9,6 %). Le MAPAQ n'exécute pour ainsi dire plus de recherche intra-muros. Il a privilégié la mise sur pied, de concert avec ses partenaires, de corporations de recherche à cette fin.

L'EFFECTIF

- Selon l'Inventaire de la recherche agroalimentaire du Canada (IRAC), l'effectif en R-D agroalimentaire (chercheurs, autres professionnels et techniciens) dans les gouvernements et universités était évalué au Québec en 2000-2001 à 399,42 personnes-années. La répartition globale, tous secteurs confondus, s'établissait comme suit :

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PROFESSIONNEL (CHERCHEURS, AUTRES PROFESSIONNELS ET TECHNICIENS) EN R-D BIOALIMENTAIRE QUÉBEC, 2000-2001



Source : MAPAQ

- Du côté des chercheurs et autres personnels de recherche en universités, l'effectif atteignait 154,6 personnes-années au Québec en 2000, lesquelles étaient complétées par 135,2 personnes-années d'étudiants à la maîtrise, au doctorat ou au post-doctorat.

- Tous secteurs confondus (fédéral, provincial, universités privé), le Québec comptait, en 2000, 0,08 personne-année en R-D (chercheurs, techniciens et autres professionnels de recherche) par 1000 habitants, comparativement à 0,07 pour l'Ontario et 0,10 pour l'ensemble du Canada.

L'AGROENVIRONNEMENT

OBJECTIF

- Les partenaires du secteur agricole et agroalimentaire québécois, réunis en un groupe de travail autour du thème « Un environnement à valoriser », ont mis en forme un plan d'action pour l'agroenvironnement ayant l'objectif général suivant :

> « D'ici 2005, quelque 20 000 fermes, représentant près de 90 % de l'activité agricole au Québec, auront entrepris l'adoption de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement dans les domaines de l'entreposage et de l'épandage des fumiers, de la gestion des fertilisants, de la conservation des sols, de la protection des cours d'eau en milieu agricole et de l'utilisation des pesticides ».

- Pour atteindre cet objectif, ils ont retenu comme cibles d'intervention prioritaires, l'élaboration d'un état de situation et l'appui à l'implantation à la ferme de pratiques respectueuses de l'environnement.

ÉTAT DE SITUATION

- Pour assurer une gestion optimale des ressources, on a dressé en 1998-1999 le portrait agroenvironnemental de 17 915 entreprises agricoles. Le taux de participation à ce recensement de tous les aspects agroenvironnementaux a été de 88,1 %.

ENTREPOSAGE ET GESTION DES FUMIERS

- La gestion des fumiers génère un volume important d'investissements à la ferme en constructions, agrandissements, modifications ou réparations de structures d'entreposage.

INVESTISSEMENTS RELATIFS À LA GESTION DES FUMIERS

	Nombre de projets	Investissements (millions de dollars)	Volume utile (000 m^3)
1998-1999	543	25	855
1999-2000	1 082	64	1 700
2000-2001	1 223	79	1 788
2001-2002	1 110	77	1 652

Source : MAPAQ

- Trois organismes de gestion agroenvironnementale des fumiers ont été soutenus financièrement pour assurer une gestion agronomique, économique et environnementale des fumiers.

ORGANISMES DE GESTION AGROENVIRONNEMENTALE DES FUMIERS

Nom	Territoire d'intervention (bassin de la rivière...)	Nombre d'entreprises agricoles membres	Personnes-ressources
COGENOR-LANAUDIÈRE	L'Assomption	* 307	7
FERTIOR	Chaudière	* 677	24
AGEO	Yamaska	** 282	6

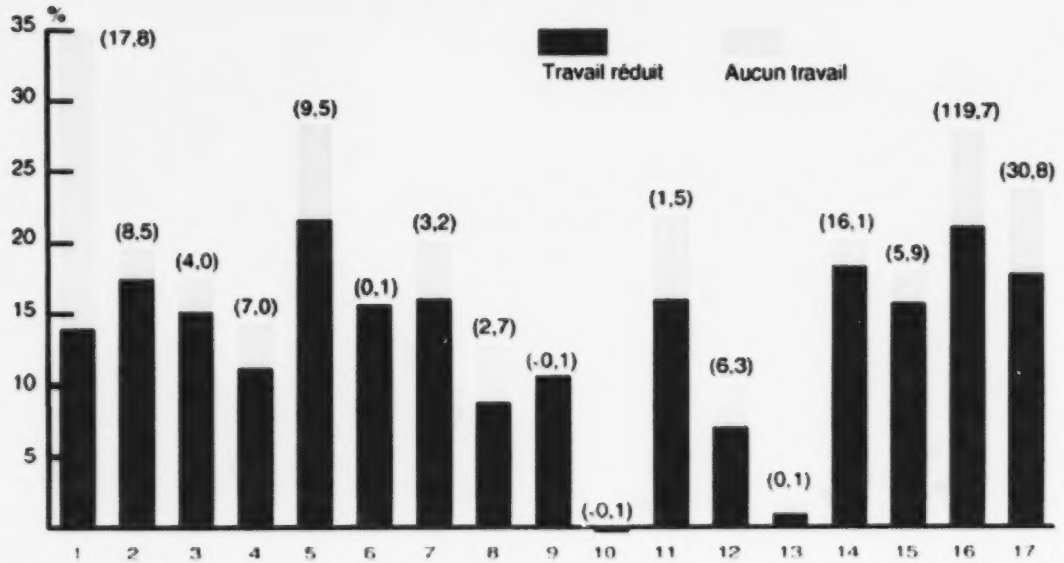
Source : MAPAQ * au 31 mars 2002 ** au 31 décembre 2001

CONSERVATION DES SOLS

- Les clubs-conseils en agroenvironnement, dont le nombre de membres croît constamment, visent la prise en charge des enjeux environnementaux par les producteurs et l'adoption de pratiques agricoles axées sur le développement durable. Au 31 mars 2002, on dénombrait 76 clubs-conseils en agroenvironnement regroupant 4 949 membres.

- On constate un intérêt soutenu pour la culture sans labour qui favorise la préservation des sols et de l'eau (aucun travail ou travail réduit des sols). En 2002, plus de 233 000 hectares de céréales, de maïs-grain et de soya, étaient ensemencées selon cette pratique. En Montérégie, un peu plus de 28 % de toutes les superficies ensemencées sont cultivées sans labour, pour un total de 119 700 hectares.

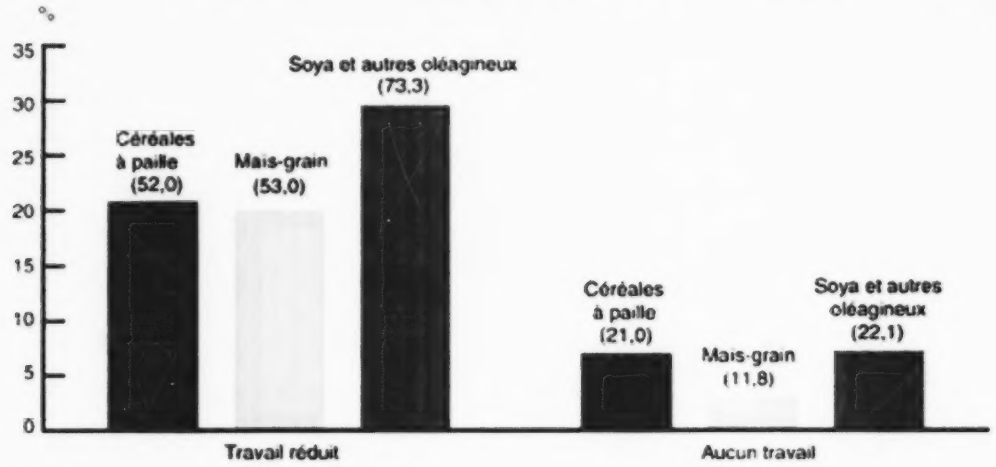
PART (%) ET SUPERFICIES (000 HA) DES CULTURES SANS LABOUR, SELON LA RÉGION ADMINISTRATIVE, EN 2002



Nota - La liste des régions administratives est présentée en page 34
Source : MAPAQ

- Environ 74 100 hectares de céréales sont cultivés sans labour, soit 33,6 % des superficies ensemencées.

PART (%) DES CULTURES PRATIQUÉES SELON LA MÉTHODE DE TRAVAIL DU SOL (milliers d'hectares en travail réduit ou sans travail)



Source : MAPAQ

UTILISATION DE PESTICIDES

- Le secteur agricole s'est doté, en 1992, d'une stratégie phytosanitaire (disponible sur le site Internet www.agr.gouv.qc.ca) qui vise à réduire la quantité de pesticides utilisés au Québec et à promouvoir la lutte intégrée.

- En 1998, avec un volume d'environ 2,6 millions de kg d'ingrédients actifs (i.a.), le secteur agricole totalisait 79,3 % des ventes de pesticides au Québec. Les herbicides en totalisaient 65,7 %, les fongicides, 16,0 %, les insecticides, 10,0 % et les autres produits, 8,2 %.

- En 1999, avec un volume d'environ 2,7 millions de kg d'i.a., le secteur agricole totalisait 79,1 % des ventes de pesticides au Québec. Les herbicides en totalisaient 58,8 %, les fongicides, 21,4 %, les insecticides, 10,7 % et les autres produits, 9,0 %.

- Le bilan officiel des ventes de pesticides au Québec pour 1998 et 1999 (disponible sur le site Internet www.menv.gouv.qc.ca), mesuré en kg d'i.a., montre une diminution de 11,5 % et de 7,1 % par rapport à 1992 pour le secteur agricole. Pour 1998, les ventes sont à leur plus bas niveau depuis la mise en place de la Stratégie phytosanitaire en 1992. Cette baisse observée en 1998 est attribuable à une réduction importante des quantités d'herbicides utilisées dans les

céréales, le maïs et le soya, réduction qui s'est encore accentuée en 1999. Cependant, l'augmentation de ventes totales observée en 1999 est due à l'accroissement des ventes de fongicides - conditions climatiques défavorables - utilisés principalement pour la culture de la pomme de terre, qui atteignent un niveau supérieur à 1992.

- L'indice de pression, paramètre donnant la pression agroenvironnementale des pesticides, donne une image plus fidèle de la situation. Par rapport à l'année 1992, cet indicateur a diminué de 13,5 % en 1998 et de 11,8 % en 1999, contre 11,5 % en 1997.

INDICE DE PRESSION AGROENVIRONNEMENTALE

	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Ventes totales de pesticides en agriculture (000 kg d'i.a.)	2 626,9	2 638,5	2 796,1	2 732,5	2 553,4	2 682,7
Superficies cultivées, excluant les fourrages (000 ha)	758,1	763,7	821,7	848,2	810,0	834,6
Indice de pression (kg d'i.a./ha)	3,47	3,45	3,40	3,22	3,15	3,21

Source : Dernier bilan des ventes de pesticides – 1998 et 1999, MENV

- Pour les herbicides, l'indice de pression (kg i.a./ha) établi pour les cultures ciblées par la Stratégie phytosanitaire (céréales, maïs, soya, pomme et pomme de terre) indique par rapport à 1997, une diminution de 9,0 % en 1998 et de 30,8 % en 1999, passant de 2,11 à 1,46.

- La stratégie s'appuie également sur l'existence de réseaux de dépistage et du Réseau d'avertissements phytosanitaires (RAP). Le RAP (6 200 abonnements), les 27 clubs d'encadrement technique (plus de 625 entreprises membres, plus de 12 000 hectares dépistés) et les 76 clubs conseils en agroenvironnement (4 949 entreprises membres) contribuent à l'implantation de nouvelles approches de lutte et au bon usage des pesticides.

COUP D'ŒIL SUR LE MONDE

La production mondiale en biens et services se situe à plus de 34 000 milliards de dollars US. À eux seul, les États-Unis et le Japon sont responsables pour environ 43 % de cette production, dont plus de 26 % est attribuable aux États-Unis. L'Union européenne (UE) compte pour à peu près 23 % de cette production. Le Canada et la Chine participent respectivement pour 2 % et 3 % au PIB mondial.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

- À l'échelle mondiale, la croissance économique réelle en 2001 a été de l'ordre de 1,1 % par rapport à l'année 2000. La stagnation des États-Unis (croissance de 0,3 %), les difficultés rencontrées au Japon (baisse de 0,3 %) et la timide croissance de l'Union européenne (1,5 %) expliquent en bonne partie la faible performance économique mondiale.
- Le Canada a connu aussi une croissance économique relativement modeste en 2001 avec une hausse de son PIB de 1,5 % seulement. De même, le Québec a suivi le rythme économique mondial avec une croissance économique réelle de 1,2 % en 2001.
- La Chine est un des pays qui connaît la plus forte croissance économique depuis quelques années. En 2001, son PIB réel a crû de 7,4 % par rapport à l'année 2000. Par contre, le Mexique a connu une année plus difficile en 2001 avec une diminution de son PIB de 0,3 %.

CROISSANCE DU PIB RÉEL* DE DIVERS PAYS
TAUX DE CROISSANCE ANNUELLE (%)

	1998	1999	2000	2001
Monde	1,9	2,9	3,9	1,1
Canada	3,3	4,6	4,6	1,5
États-Unis	4,3	4,1	3,8	0,3
Mexique	4,9	3,5	6,7	-0,3
France	3,4	2,9	3,1	n.d.
Royaume-Uni	2,6	2,3	3,1	n.d.
Italie	1,8	1,6	2,9	n.d.
Chine	7,8	7,1	8,0	7,4
Japon	-2,5	0,2	2,4	-0,3
Québec **	*3,2*	*5,6*	*5,0*	*1,2*

* en $US de 1995, ** en $CAN de 1997 n.d. : non disponible Sources : Banque mondiale, USDA (*Agricultural Outlook*), Statistique Canada

CONTRIBUTION DE L'AGRICULTURE À L'ÉCONOMIE

- La production agricole est responsable pour plus de 4 % de la production mondiale, soit près de 1 400 milliards de dollars américains, dont 12 % serait attribuable à la Chine. Les États-Unis et le Japon sont responsables respectivement pour 10 % et 7 % de cette production. L'Union européenne compte pour plus de 15 % et le Canada participe pour un peu plus de 1 % de la production agricole mondiale.
- Même si sa structure économique a grandement changé au cours des années 90, la Chine demeure un pays très axé sur l'agriculture : 68 % de sa population vit en région rurale et près de 18 % de son PIB provient de sa production agricole. Le Mexique a une production agricole équivalant à 5 % de son PIB. Le Canada, la France et l'Italie ont à peu près la même structure

industrielle, c'est-à-dire une production agricole autour de 3 % de leur PIB et une production industrielle d'environ 30 % du PIB. Les États-Unis sont très orientés vers les services, environ 76 % de leur PIB est dans ce secteur. Pour sa part, le Québec a une structure économique qui ressemble à celle de plusieurs grands pays industrialisés, notamment celle du Royaume-Uni.

CONTRIBUTIONS SECTORIELLES AU PIB

	Agriculture (1)		Industrie(2)		Service(3)	
	1990	1999	1990	1999	1990	1999
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
Monde	n.d.	4,4	n.d.	30,7	n.d.	64,9
Canada	3,1	2,7	33,3	32,5	63,7	64,8
États-Unis*	1,9	1,7	24,1	22,5	74,0	75,8
Mexique	5,5	4,9	28,8	30,3	65,6	64,8
France	3,4	3,4	27,8	26,4	68,8	70,2
Royaume-Uni	2,0	1,7	33,4	29,6	64,6	68,7
Italie	3,2	3,5	32,0	30,6	64,8	65,8
Chine	28,9	17,3	38,0	52,0	33,1	30,7
Japon	2,5	1,6	37,8	32,8	59,6	65,6
*Québec***	*2,1*	*2,1*	*25,7*	*28,7*	*72,3*	*69,2*

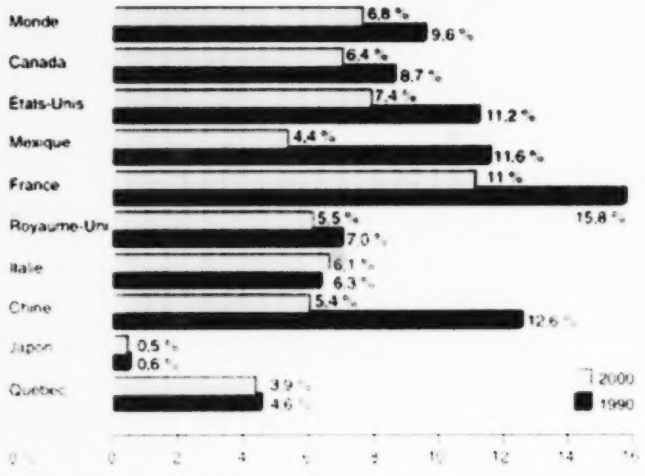
(1) : Comprend l'agriculture, les pêches, le piégeage et la forêt. (2) : Comprend les mines, l'industrie manufacturière, la construction, l'électricité, l'eau et le gaz. (3) : Comprend le commerce de gros, le commerce de détail, l'industrie du transport, le secteur financier et assurance, les services professionnels et personnels et le gouvernement.

Sources : Banque mondiale, (*) USDA (*Agricultural Outlook*), (**) Institut de la statistique du Québec.

CONTRIBUTION DU BIOALIMENTAIRE DANS LES EXPORTATIONS

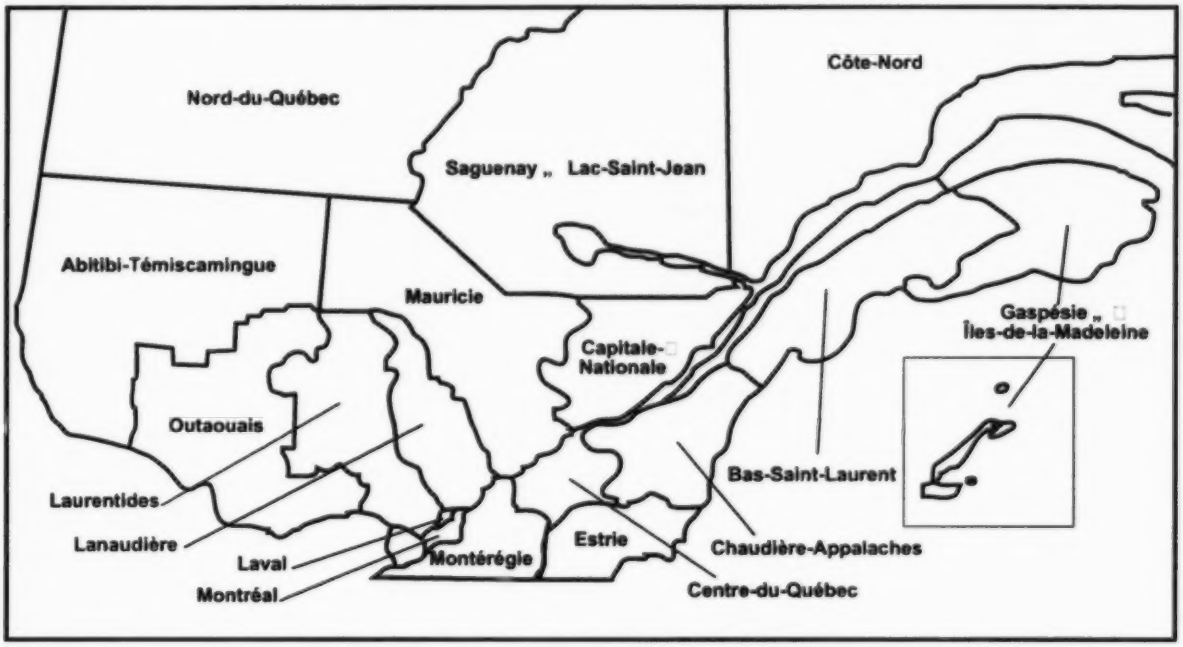
De 1990 à 2000, les exportations de marchandises mondiales ont augmenté près de 3 000 milliards de dollars américains. Quant à elles, les exportations alimentaires mondiales n'ont augmenté que de 100 milliards de dollars durant la même période. Ainsi, le commerce international s'est grandement développé autour des marchandises autres qu'alimentaires. C'est pourquoi les exportations alimentaires occupent aujourd'hui environ 7,0 % de toutes les exportations de marchandises dans le monde comparativement à 9,6 % en 1990.

Les exportations alimentaires pour le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie et la Chine occupent entre 5 % et 8 % de leurs exportations de marchandises. La France se démarque quelque peu, 11,0 % de ses exportations de marchandises sont des produits alimentaires. Pour le Québec, les exportations alimentaires occupent à peu près 3,9 % de ses exportations totales de marchandises. Quant au Japon, il fait bande à part. Ses exportations alimentaires représentent moins de 1 % de ses exportations de marchandises.



Sources : Banque Nationale, Institut de la Statistique du Québec et MAPAQ.

LISTE DES RÉGIONS ADMINISTRATIVES



01. Bas-Saint-Laurent
02. Saguenay — Lac-Saint-Jean
03. Capitale-Nationale
04. Mauricie
05. Estrie
06. Montréal
07. Outaouais
08. Abitibi-Témiscamingue
09. Côte-Nord
10. Nord-du-Québec
11. Gaspésie — Îles-de-la-Madeleine
12. Chaudière-Appalaches
13. Laval
14. Lanaudière
15. Laurentides
16. Montérégie
17. Centre-du-Québec

POUR PLUS D'INFORMATION

Pour plus d'information concernant l'industrie ou les programmes gouvernementaux, consultez le site Internet du MAPAQ à l'adresse suivante :
www.agr.gouv.qc.ca
ou adressez-vous aux endroits suivants :

À QUÉBEC

Renseignements généraux
200, chemin Sainte-Foy, 1er étage
Québec (Québec) G1R 4X6
Tél. : (418) 380-2110
ou 1 888 222-MAPA
Téléc. : (418) 380-2176

À MONTRÉAL

Renseignements généraux
Direction du développement des marchés
201, boul. Crémazie Est, 4e étage
Montréal (Québec) H2M 1L4
Tél. : (514) 873-4410
Téléc. : (514) 873-2364

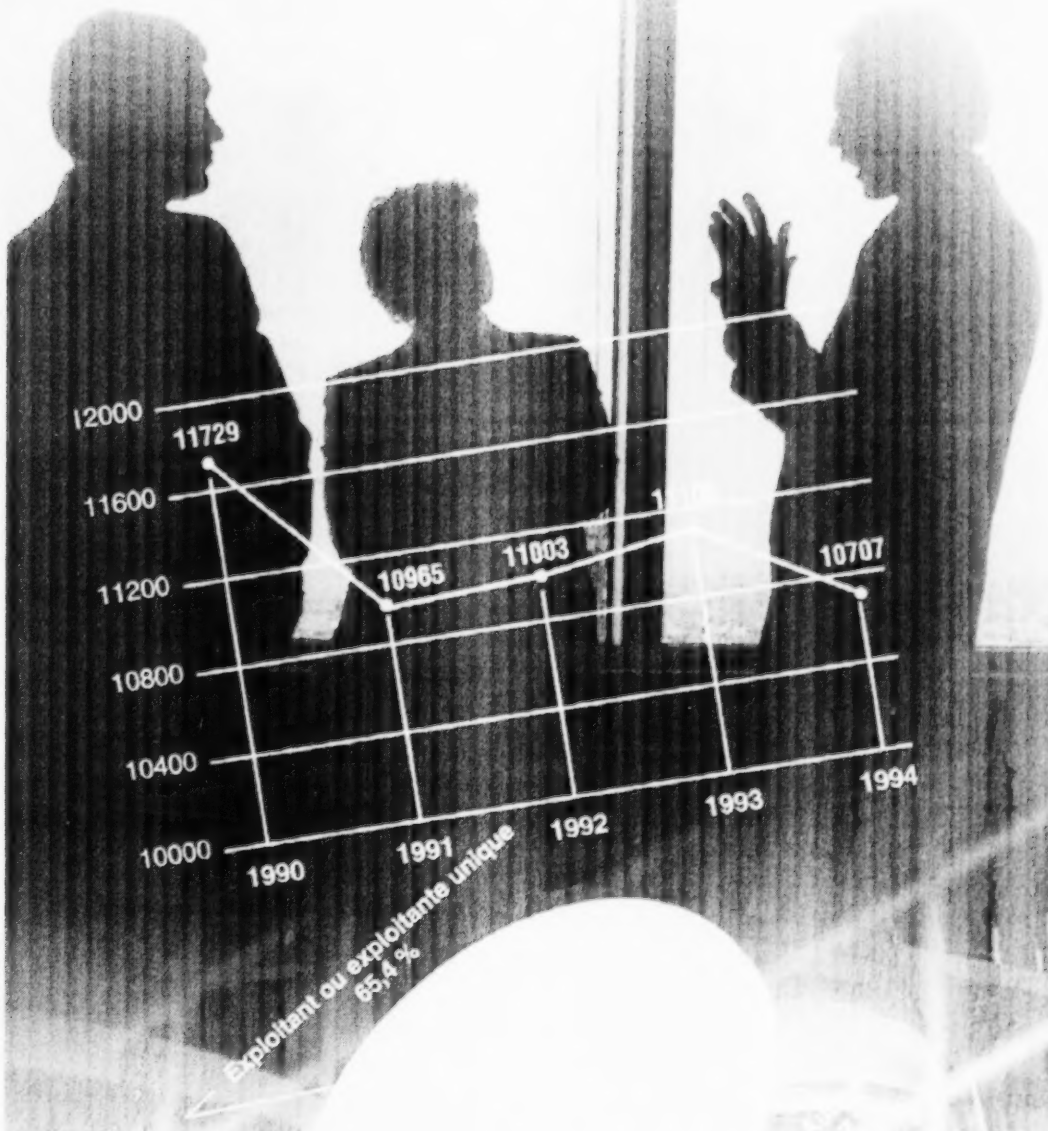
AUTRES PUBLICATIONS

D'autres publications sur les statistiques ou en soutien à l'interprétation de celles-ci sont également disponibles (en français seulement).

* Bilan de l'activité bioalimentaire au Québec. Édition 2001.
  Bioclips (hebdomadaire par télécopieur et par courrier électronique).
  Bioclips + (périodique thématique).
* Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire. Édition 2002
  Bottin statistique de l'alimentation Édition 2002
  Description géographique du Québec. Édition 2000.
  La transformation alimentaire québécoise en chiffres. Édition 1999.
* Profil des exploitations agricoles - Édition 1997 (édition 2000 à venir).
  Profil régional de l'industrie bioalimentaire du Québec - Estimations pour 2000.
* Pour commander ces publications, veuillez joindre Distributions Univers par téléphone au (418) 831-7474 ou au 1 800 859-7474, ou encore par télécopieur au (418) 831-4021.

Pour les autres publications, veuillez communiquer avec la Direction des études économiques et d'appui aux filières au (418) 380-2101, poste 3287, ou par télécopieur au (418) 380-2164.

Direction générale
des affaires économiques
scientifiques et technologiques



Agriculture, Pêcheries
et Alimentation

Québec

03-0022

Prix : 1,87 $